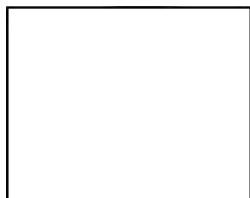


Approved For Release 2004/03/11 : CIA-RDP82-00457R007400310010-9

25X1



LES ACCUSATIONS INJUSTES
ET DEPOURVUES DE PRINCIPES
DIRIGEES CONTRE LE PCY

BELGRADE

Approved For Release 2004/03/11 : CIA-RDP82-00457R007400310010-9

Approved For Release 2004/03/11 : CIA-RDP82-00457R007400310010-9

LES ACCUSATIONS INJUSTES
ET DEPOURVUES DE PRINCIPES
DIRIGEES CONTRE LE PCY

BELGRADE

Approved For Release 2004/03/11 : CIA-RDP82-00457R007400310010-9

Les accusations injustes et mensongères qu'on continue de propager avec frénésie dans la presse communiste du monde entier ainsi que dans la presse des pays démocratiques contre les dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie et, en fait, comme nous le montrerons plus loin, contre notre Parti tout entier, notre classe ouvrière et nos peuples, exigent l'élucidation de certaines questions importantes que nous supposons être insuffisamment claires à un nombre considérable de nos lecteurs. Cela est nécessaire aussi parce que ces questions ont été, au moins indirectement, agitées par la »Pravda« de Moscou, dans son numéro du 9 septembre dernier, dans lequel a paru l'article »Où le nationalisme du groupe de Tito mène la Yougoslavie«. Cet article par lui-même n'apporte rien de nouveau à la campagne menée contre notre pays, et c'est pourquoi nous ne nous sommes pas hâtés d'y répondre; là n'est pas notre but même maintenant, quoique les auteurs de l'article qui l'ont entre autres choses, signé C. C. (ce qui a été interprété à juste raison comme voulant signifier: Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS), aient eu le dessein de donner une base au moins en apparence idéologique et de principe à la campagne monstrueuse — qui en était déjà arrivée à une impasse — dirigée contre notre Parti et contre notre pays. Nous traiterons pour cette fois de trois thèmes: 1. — Sur le »nationalisme« des dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie et du Parti communiste de Yougoslavie lui-même, et sur l'»internationalisme« de ceux qui les critiquent; 2. — Qu'est-ce qui se dissimule derrière les inventions sur le passage de la Yougoslavie dans le camp impérialiste; 3. — Les chefs et le Parti, les chefs et le peuple.

1. SUR LE „NATIONALISME“ DES CHEFS DU PARTI
COMMUNISTE DE YOUGOSLAVIE ET DU PARTI
COMMUNISTE DE YOUGOSLAVIE LUI-MEME, ET
SUR L'„INTERNATIONALISME“ DE CEUX QUI
LES CRITIQUENT

Le reproche le plus »sérieux« réitéré, sous cent formes différentes il est vrai, contre les dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie, vise leur prétendu nationalisme. Dans l'article mentionné de la »Pravda« de Moscou, et en général, on prend comme argument le plus sérieux à l'appui de ce reproche, comme »péché essentiel« ainsi qu'il est dit dans la »Pravda« — le refus du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie de venir prendre part à la session du Bureau d'Information de certains partis communistes. Ce faisant, on passe sous silence les raisons qui ont amené le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie à refuser de venir participer à cette session, raisons qui résident, comme on sait, dans les accusations contenues dans les lettres bien connues du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS. On sait tout aussi bien que l'accusation de nationalisme a été *pour la première fois* formulée dans la lettre du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS du 22 mai 1948, qui était en fait une réponse à la lettre du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie du 17 mai 1948 par laquelle était signifié le refus d'envoyer des représentants du Parti communiste de Yougoslavie à la session du Bureau d'Information. De quelque manière qu'on veuille l'interpréter,

ter — l'accusation de nationalisme a été portée *pour la première fois* à propos du refus du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie de venir participer à la session du Bureau d'Information sur la base établie par les accusations injustes et non vérifiées contenues dans les lettres du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS. Tout lecteur consciencieux des documents publiés peut s'en assurer. Sentant là un terrain peu solide, nos critiques et parmi eux la «Pravda» de Moscou, ont inventé maintenant, sans pouvoir fournir aucune preuve à l'appui, que ce prétendu nationalisme s'était manifesté il y a déjà un an. Quant aux raisons qui ont suscité ce «nationalisme», ce «grand péché», c'est-à-dire la non-participation des représentants du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie à la session du Bureau d'Information (car cette abstention est jusqu'à présent la seule preuve de nationalisme qu'on fournisse), on ne les mentionne point dans les «critiques» d'à présent, comme si rien n'était survenu préalablement dans les relations entre le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie et les dirigeants d'autres partis communistes, comme si le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie avait décidé soudainement, et sans aucune raison, de refuser de venir participer à la session du Bureau d'Information.

Il va de soi que si le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie avait, en dehors de toutes sérieuses raisons de principe, refusé de venir participer à la session du Bureau d'Information — cela aurait été du nationalisme, cela aurait été une déviation vers le nationalisme. Mais le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie ne s'est pas décidé sans mûre et ample réflexion à cet acte grave, lourd de responsabilités. Il n'y a été amené par aucune raison nationaliste. C'est ce qui est, d'ailleurs, facile à prouver. Ce sont les accusations du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS qui sont venues tout d'abord (trotskysme, espionnage, poli-

tique antisoviétique quotidienne du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, pont fait aux impérialistes, faveur exceptionnelle accordée à l'ambassadeur des Etats-Unis en Yougoslavie, transformation du Parti communiste de Yougoslavie en un parti sectaire et bureaucratique de koulaks, dissous dans le Front populaire, portes du Parti et de l'appareil de l'Etat ouvertes aux parents du bourreau Neditch, autres accusations similaires et ainsi de suite). Le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie avait proposé au Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS d'envoyer en Yougoslavie ses représentants pour y vérifier les faits au préalable, mais le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS a repoussé cette proposition pour le motif »qu'il ne s'agissait point de la vérification de certains faits, mais bien de divergences de principes«, et que, par suite, il fallait aller devant le Bureau d'Information. Dans l'intervalle, tous les comités centraux des partis membres du Bureau d'Information avaient pris position sans avoir entendu auparavant un seul mot de défense de la part du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie. C'est-à-dire qu'ils avaient tous adopté la position formulée dans les lettres du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS et avaient condamné le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie sans l'avoir même entendu. Déjà condamné sans avoir subi d'interrogatoire le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie devait aller devant le Bureau d'Information pour se défendre contre les accusations mentionnées. Telle était la situation dans laquelle le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie a refusé de venir participer à la session du Bureau d'Information.

Aujourd'hui, quand nous jetons un regard en arrière, nous voyons que cette décision du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie a été entièrement justifiée et régulière, qu'elle a été prise pour des motifs de principe, des motifs communistes, et non pas nationalistes.

Lorsqu'au sein de notre Parti on a discuté et analysé les lettres du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS et les réponses du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, de même que la résolution du Bureau d'Information et la réponse du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, le refus de celui-ci d'envoyer ses représentants à la session du Bureau d'Information a été pour ainsi dire le point unique qui a suscité chez un certain nombre de camarades, insignifiant il est vrai, un doute sur la question de savoir si le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie avait agi selon les règles. En outre, cela a été, au sein des partis communistes de certains pays qui ont pris position contre le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, l'argument le plus souvent invoqué par ceux qui ont propagé la résolution du Bureau d'Information dans les masses communistes et celles de sans-partis.

Pourquoi donc le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie a-t-il refusé de venir participer à la session du Bureau d'Information?

Premièrement. Parce qu'il n'y avait, dans les lettres du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, aucune base pour une autocritique du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, pas plus que pour la discussion des questions litigieuses. Le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie a été accusé de choses si monstrueuses (nous en avons mentionné quelques-unes) qu'aucune autocritique n'était possible. En effet, il était accusé de trahison et non de fautes. Or, les traîtres seuls peuvent avouer la trahison. Par suite, la discussion devant le Bureau d'Information devait se dérouler autour du chef d'accusation de trahison, et non pas de manquements (le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie aurait consenti à une discussion sur des fautes, même s'il ne s'en était pas rendu coupable). Les représentants du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie devaient s'asseoir là-bas

sur le banc des accusés (la sentence — nous l'avons vu — avait déjà été prononcée, sans même que les accusés aient été entendus!) — non pas pour reconnaître des fautes commises par le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie ou pour repousser l'accusation de manquements qu'il n'aurait point commis, mais pour défendre le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie de l'accusation de trahison. Sans repousser la discussion sur les questions de principes, le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie désirait qu'on établît ce qui était exact et ce qui ne l'était pas, plus précisément encore, qu'on établît l'inexactitude de l'accusation de trahison (c'était le sens de l'invitation faite au Comité central du Parti communiste (bolchévik) d'envoyer ses représentants en Yougoslavie), qu'on le libère d'accusations honteuses, entièrement inexactes et montées de toutes pièces qui rendent impossible la discussion sur les éventuelles questions de principes. Or, on sait que cela a été repoussé, que toute base à une discussion de principe a été détruite et qu'ainsi il est devenu impossible au Comité central du Parti communiste de Yougoslavie de venir participer à une telle session du Bureau d'Information.

Deuxièmement. Les comités centraux des partis membres du Bureau d'Information avaient déjà pris position, sans avoir entendu le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie. Et ils n'avaient pas seulement pris position d'une manière générale, mais ils avaient déjà affirmé, dans leurs conclusions, que le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie était trotskyste, antisovétique, et autres choses semblables, (plus ou moins ce qui se trouvait déjà dans les lettres du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS). Ainsi se trouvait détruite la manière de critiquer jusque là habituelle dans le mouvement ouvrier: une critique de principes et fondée sur les faits. Personne ne conteste l'autorité du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, personne ne saurait sensément nier son rôle passé

et présent. Mais l'autorité n'est pas tout, la vérité est au-dessus de l'autorité — c'était jusqu'ici un principe dans le mouvement ouvrier. En Yougoslavie, par exemple, le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS disposait d'une autorité plus grande que dans aucun autre pays à part l'URSS, il y était aimé plus que dans aucun autre pays sauf l'URSS. Tout de même, cette autorité et cet attachement n'ont pu amener les hommes à laisser de côté la vérité. Les comités centraux des partis membres du Bureau d'Information n'ont pas observé ces principes de discussion au sein du mouvement ouvrier sans lesquels le mouvement ouvrier ne saurait même se concevoir (principes, vérité, caractère constructif). Ils s'en sont tenus *uniquement* à l'autorité. Et de cette manière aussi se trouvait détruite la base pour une discussion véritable à la session du Bureau d'Information. Le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie était déjà condamné sans avoir été entendu; la session du Bureau d'Information devait donner uniquement une confirmation formelle et générale à cette condamnation.

La monstrueuse campagne ultérieure de mensonges fantastiques et de calomnies contre les dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie, le racolage des membres du Parti communiste de Yougoslavie et des citoyens de notre Etat au moyen de menaces, de la corruption, de tromperies, de chantage, etc., pour les amener à se déclarer en faveur de la résolution du Bureau d'Information, les tentatives de toutes sortes faites en vue de briser l'unité du Parti communiste de Yougoslavie et d'y provoquer des luttes fractionnelles, la plupart du temps au moyen d'agents — tout cela a montré que le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie avait eu raison de décider qu'il n'irait pas à la session du Bureau d'Information. L'expérience a montré que les lettres du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS et la résolution du Bureau d'Information, qui ont, par l'absence de principes qui les caractérise, fourni la base de la mons-

truse campagne en question, n'ont pu servir de fondement à une honorable discussion de principes, entre camarades. La pratique de cette campagne de calomnies et de provocations de tous genres a montré qu'il ne s'est nullement agi, à la session du Bureau d'Information, de critiquer et de discuter, mais bien de consolider les bases de la monstrueuse campagne diffamatoire contre le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, campagne à laquelle le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie n'a donné aucun motif, ni avant ni après la session du Bureau d'Information. La campagne de mensonges, de calomnies et de provocations, qui a fait suite à la résolution du Bureau d'Information, a montré que des méthodes monstrueuses de lutte sont en train de s'introduire au sein du mouvement ouvrier, méthodes qui sont contraires aux fondements mêmes sur lesquels ce mouvement s'est toujours trouvé établi, les seuls sur lesquels il peut être basé. Il est démontré que tous les moyens de lutte sont devenus familiers au mouvement ouvrier, qu'il a faite sienne la »morale« selon laquelle tous les moyens sont bons, soi-disant en vue de la réalisation de certains buts »élevés«, »nobles«, dont personne ne sait rien et dont on ne dit rien à personne.

Et c'est précisément le fait que le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie n'a pas accepté de venir prendre part à la session du Bureau d'Information dans de *telles* conditions, c'est ce fait qui doit servir d'argument *principal* (et même d'unique argument!) pour prouver son nationalisme, pour prouver que la Yougoslavie s'est scindée du front de la démocratie et du socialisme!

Il est évident, sur la base de l'historique même de tout le problème, que le refus de venir prendre part à la session du Bureau d'Information ne saurait servir comme preuve du nationalisme du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie. Et cependant, malgré cela nous considérons qu'il faut établir comment cette accusation se présente dans la réalité.

Le nationalisme est l'idéologie de la bourgeoisie. Considéré en gros, on peut dire qu'il a eu, comme la bourgeoisie elle-même, deux périodes dans son développement: la période des révolutions bourgeoises et démocratiques (fin du 18-ième et première moitié du 19-ième siècle en Europe), période au cours de laquelle le nationalisme avait un caractère progressiste, et la période de l'impérialisme (fin du 19-ième et début du 20-ième siècle), durant laquelle le nationalisme a perdu tout caractère progressiste et s'est mué en une idéologie des forces impérialistes et chauvinistes les plus réactionnaires. Si nous consultons les oeuvres complètes de Lénine, nous voyons qu'on ne peut trouver nulle part qu'il ait conçu le nationalisme autrement que comme l'idéologie de la bourgeoisie, qui en cette qualité peut tenir sous son influence et la petite bourgeoisie et les paysans. Mais ce n'est pas tout. Un nationalisme déterminé, qu'il soit français, allemand, serbe, croate, bulgare, polonais etc... est toujours l'idéologie d'une bourgeoisie déterminée, française, allemande, serbe, croate, bulgare polonaise etc... Donc, la déviation vers le nationalisme dans un mouvement ouvrier doit être inévitablement une déviation vers la politique et les aspirations d'une bourgeoisie déterminée. Si nous regardons par exemple l'histoire du mouvement ouvrier en Russie, qui fournit à ce point de vue une matière des plus instructives, nous voyons que les déviations nationalistes y ont toujours suivi la ligne d'une bourgeoisie déterminée, ukrainienne, géorgienne, russe etc..., ce qui, bien entendu, n'exclut point la coopération entre nationalistes de diverses couleurs contre le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Lénine écrivait en 1913, critiquant les »boundistes«: »Le nationalisme bourgeois et l'internationalisme prolétarien — voilà deux mots d'ordre ennemis et inconciliables qui correspondent aux deux grands camps de classe du monde capitaliste tout entier et sont l'expression de deux politiques (qui plus est, de

deux points de vue sur le monde) dans la question nationale. (Lénine — XVII, page 139).

Lénine considère visiblement le nationalisme comme l'idéologie de la bourgeoisie (le camp de classe de la bourgeoisie). Cette citation, la »Pravda« de Moscou, dans son article cité plus haut, l'a greffée sur sa critique afin de donner une preuve du nationalisme du »groupe de Tito«, quoique cette citation ne puisse servir qu'à montrer à qui appartient l'idéologie du nationalisme et à qui celle de l'internationalisme. Il est vrai que la »Pravda« a omis les mots »dans la question nationale«, car la citation perdrait ainsi de son acuité contre le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, mais de ce fait une partie importante de la pensée de Lénine a été omise, celle qui exprimait avec éclat la liaison du nationalisme et de l'internationalisme, en tant qu'idéologies adverses, avec la question nationale et la manière de la résoudre.

Et voici, par exemple, ce que disait Staline en 1923:

Le danger principal qui en découle est que chez nous croît, en liaison avec la NEP et cela non pas de jour en jour mais à toute heure, le chauvinisme grand-étatique, le nationalisme des plus endurcis qui s'efforce d'effacer tout ce qui n'est pas russe, de rassembler tous les fils de l'administration autour de l'élément russe et d'étouffer tout ce qui n'est pas russe. Le danger essentiel réside en ceci qu'avec une telle politique nous risquons de perdre la confiance des peuples anciennement opprimés envers le prolétariat russe, confiance qu'ils ont acquise aux jours d'Octobre, lorsque les prolétaires russes renversèrent les seigneurs et les capitalistes russes, lorsque les prolétaires russes mirent fin à l'oppression des nationalités, lorsqu'ils retirèrent leurs troupes de la Perse, de la Mongolie, lorsqu'ils proclamèrent l'indépendance de la Finlande, de l'Arménie et posèrent d'une façon générale la question nationale sur des bases entièrement nouvelles. Cette confiance que nous avons gagnée

alors, nous pouvons la perdre entièrement si nous ne nous armons pas tous contre ce chauvinisme nouveau et, je le répète, pan-russe, qui rampe, informe et privé de physionomie, s'infiltrant goutte à goutte dans les yeux et les oreilles, transformant à chaque goutte l'esprit, l'âme entière de nos militants de sorte qu'il peut vous arriver de ne plus être à même de les reconnaître. Voilà le danger, camarades, que nous devons à tout prix surmonter si nous ne voulons pas être menacés de perdre la confiance des ouvriers et des paysans des peuples anciennement opprimés, si nous ne voulons pas être menacés de voir se rompre les liens entre ces peuples et le prolétariat russe et être enfin et par cela même exposés au danger de voir apparaître des failles dans le système de notre dictature. Ne l'oubliez pas, camarades: lorsqu'avec nos drapeaux déployés nous avons marché contre Kérensky et renversé le gouvernement provisoire nous l'avons renversé entre autres choses, parce que nous étions soutenus par la confiance des peuples opprimés qui attendaient des prolétaires russes leur libération. N'oubliez pas quelles réserves constituent les peuples opprimés qui sont silencieux mais qui par leur silence exercent une pression et décident de bien de choses. Souvent on ne s'en aperçoit pas, mais ces peuples vivent, ils existent et nous ne pouvons pas les oublier. Oui, camarades, il est périlleux de les oublier. N'oubliez point que si nous n'avions pas eu à l'arrière de Koltchak, de Dénikine, de Wranguel et de Youdénitch ceux qu'on appelait les »inorotsi«, si nous n'avions pas eu les peuples antérieurement opprimés pour miner à l'arrière par leur sympathie occulte pour les prolétaires russes, les forces de ces généraux, — camarades, c'est un facteur particulier de notre développement: les sympathies occultes, personne ne les voit ni ne les entend, mais elles décident de tout — s'il n'y avait pas eu ces sympathies, nous n'aurions abattu aucun de ces généraux...»

»L'autre facteur, camarades, qui entrave également l'union des peuples antérieurement opprimés

autour du prolétariat russe — c'est l'inégalité de fait que nous avons héritée de la période du tzarisme».

»Mais il existe un troisième facteur qui entrave le processus de l'union des républiques en une fédération, — c'est le nationalisme de certaines républiques. La NEP agit non seulement sur la population russe mais aussi sur la population non russe. La NEP développe le commerce et l'industrie privés non seulement dans le centre de la Russie mais aussi dans les républiques. Et cette même NEP et le capital privé qui lui est attaché alimentent et cultivent les nationalismes géorgien, azerbeïdjanien, ouzbek etc.». (Staline: »Le marxisme et la question nationale et coloniale«. — Edition »Kultura«, Belgrade 1947).

Donc, en liaison avec la NEP, par le fait qu'elle »concourt à développer le commerce et l'industrie privés« le nationalisme s'est développé aussi dans certaines républiques, au sein de certains peuples, contaminant idéologiquement les mouvements ouvriers.

Des paroles de Staline que nous venons de citer, il ressort que la déviation nationaliste dans cette période (et dans toute autre période) dans le mouvement ouvrier russe (comme dans tout autre mouvement) est directement liée aux forces capitalistes (dans le cas concret de la Russie d'alors, avec la NEP, qui »développe l'industrie et le commerce privés«, c'est-à-dire capitalistes — notes de l'auteur). Et ce n'est pas tout! Des paroles de Staline citées plus haut, il ressort que la déviation nationaliste, c'est-à-dire la déviation vers un nationalisme déterminé, mène à l'oppression des autres peuples, à »l'anéantissement..., à l'étouffement de tout ce qui n'est point russe« (c'est-à-dire, comme Staline le dit à un autre endroit — à l'étouffement de tout ce qui n'est point géorgien, azerbeïdjanien, ouzbek, etc.), autrement dit — à l'affaiblissement de toute égalité politique et autre entre les peuples. Staline dit notamment:

»La déviation nationaliste est l'adaptation de la politique internationaliste de la classe ouvrière à la politique nationaliste de la bourgeoisie... La déviation vers le nationalisme est l'expression des tentatives de »sa« bourgeoisie nationale... pour restaurer le capitalisme«.

A quoi équivaut donc la déviation nationaliste dans un mouvement ouvrier déterminée, dans une période où la classe ouvrière se trouve au pouvoir? Premièrement, à une déviation vers la ligne d'une bourgeoisie nationale déterminée et vers sa politique; deuxièmement, à une destruction de l'égalité politique entre les peuples et de tout autre égalité; et troisièmement, à une tentative de restauration du capitalisme.

Existe-t-il donc en Yougoslavie un seul de ces éléments dans la politique du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, et non seulement du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, mais aussi des comités centraux des partis communistes des différentes républiques qui composent la République Fédérative Populaire de Yougoslavie? Non, aucun de ces éléments n'existe en Yougoslavie. Chez nous, c'est-à-dire au sein de notre Comité central ou, comme il est dit dans l'article de la »Pravda«, au sein du »groupe de Tito« il n'existe aucune déviation qui s'écarterait sur la ligne suivie par l'une des bourgeoisies, serbe, croate, slovène, macédonienne ou monténégrine. Chez nous, l'égalité des peuples n'est en rien menacée de destruction ni au centre ni dans les républiques. Chez nous, il n'est pas vrai que »le commerce et l'industrie privés se développent«, c'est-à-dire que le capitalisme se développe soit dans le commerce soit dans l'industrie, autrement dit —il n'y a point de tendance à la restauration du capitalisme parmi nos cadres de Parti et d'Etat, et partant, nulle déviation vers le nationalisme. Les aspirations à la restauration du capitalisme existent au sein de la bourgeoisie dépossédée, mais ce sont les aspirations d'un ennemi de classe, et non point une déviation au sein du Parti.

Mais, on pourrait dire que si chez les dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie, n'existe point il est vrai, de déviation nationaliste déterminée, serbe, croate ou autre, s'il n'existe point de tendances à la restauration d'un capitalisme national déterminé, serbe, croate ou autre, il existe peut-être une déviation nationaliste yougoslave, une déviation vers la restauration d'un capitalisme yougoslave? Une telle affirmation serait entièrement absurde et cela pour cette raison même pour laquelle toute déviation nationaliste est toujours une déviation vers la ligne d'une bourgeoisie nationale déterminée. Or, il n'existe point de bourgeoisie yougoslave de par sa nationalité, car il n'existe point de nation yougoslave.

Voilà en réalité ce qu'il en est de l'accusation de nationalisme. Cette accusation ne saurait, elle non plus, résister au feu de la théorie et de la critique marxiste-léniniste.

Mais nous estimons que la question de l'accusation elle-même n'est pas épuisée de ce fait. Peut-être les critiques imputent-ils au Comité central du Parti communiste de Yougoslavie une déviation nationaliste, une déviation vers la restauration du capitalisme en Yougoslavie, et ce faisant, ont-ils une toute autre pensée, qu'ils ne veulent point avouer. Nous ne pouvons que conjecturer ce que cela peut être. Peut-être considèrent-ils que c'est du nationalisme que d'aller hardiment par son *propre* chemin vers le socialisme comme le fait la Yougoslavie (s'en tenant aux lois découvertes par le marxisme-léninisme, se servant du marxisme-léninisme comme méthode) qui a pris la voie de l'édification de la société socialiste sans attendre que les économies socialistes soient fusionnées. Mais si c'est cela qu'on reproche au Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, il faut le dire et s'asseoir pour en discuter en communistes, en quoi, de quelle manière et par quelle voie peut-on contribuer à la lutte commune pour la victoire du socialisme dans le pays de démocratie populaire. Voilà ce qu'il faut faire en laissant de côté les

histoires et les inventions sur le trotskysme, l'espionnage, le nationalisme etc...

Cependant, nous pensons qu'en fait ce n'est pas de cela qu'il s'agit. La Yougoslavie a été précisément un pays qui a travaillé de façon active dans le sens du rapprochement complet avec les pays voisins et les autres pays démocratiques, et surtout avec l'Union Soviétique. En outre, lors même qu'il s'agirait de ce que nous avons conjecturé — est-ce par de telles méthodes (par des contre-vérités, des fractions, de l'espionnage, en conviant les citoyens à l'insurrection, et en se servant de menaces de toutes sortes etc...) est-ce par de telles méthodes qu'on rapproche du socialisme les pays, leurs peuples et leur économie? Ces méthodes ne peuvent que les en éloigner. Le développement du mouvement ouvrier tout entier prend de ce chef une fausse direction. Du rapprochement volontaire et naturel des ouvriers dans la ligne du renforcement général d'une coopération amicale, on passe à la tromperie, à la contrainte et à l'intimidation (un exemple draconien en est fourni par l'incident récent des apprentis yougoslaves en Tchécoslovaquie!).

Afin d'épuiser à fond la question des accusations de nationalisme, il faut citer aussi le cas récent de la révocation du secrétaire général du Parti ouvrier de Pologne, Gomoulka. Ce cas, la presse communiste a essayé de le rattacher et jusqu'à un certain point de l'identifier au litige entre le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie et le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, plus exactement — avec les accusations injustifiées portées contre le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie. D'après ce qui a été publié, Gomoulka a été accusé et révoqué surtout pour avoir négligé l'importance idéologique et autre du Comité central du Parti communiste bolchévik de l'URSS et en raison de ses concessions aux éléments capitalistes du pays. Il a partiellement reconnu ses erreurs. Nous nous réjouissons de tout succès, fût-il le moindre, remporté par

n'importe quel parti ouvrier, mais nous devons ajouter immédiatement que notre Parti n'a aucun rapport ni avec Gomoulka, ni avec ses erreurs. Nous n'avons jamais mésestimé le Comité central de Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, nous n'avons jamais pris de position qui n'ait contribué de façon objective au renforcement du rôle de l'URSS dans chaque recoin du globe terrestre, et nous n'avons point cédé aux éléments capitalistes ni eu de compromis avec eux. Cela ne veut pas dire que nous n'ayons pas commis d'erreurs. Les erreurs sont jusqu'à un certain point un fait inévitable dans tout parti, dans tout mouvement révolutionnaire, c'est à travers ces erreurs, en les réparant et en tirant des enseignements, qu'il se fraye un chemin vers un but clair et déterminé. Oui, il y a eu des fautes commises. Elles ont été mises à découvert par les membres du Comité central au Cinquième congrès du Parti communiste de Yougoslavie. Mais notre ligne générale de lutte contre le nationalisme a été jusqu'à présent régulière, elle s'est montrée telle dans la pratique, et il est indubitable que même pour l'avenir elle est déterminée comme il se doit. Pour ce qui est des rapports envers l'URSS et le Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, notre Comité central a eu dans ce domaine une attitude impeccable de 1938 à 1948, attitude qui s'est toujours manifestée dans un dévouement et une fidélité idéologique et politique sans réserve envers le premier pays du socialisme et son héroïque avant-garde d'où est né le léninisme.

Cependant, aujourd'hui dans les autres partis communistes, formés selon le principe de la libre adhésion (principe contre lequel les dirigeants de notre Parti s'étaient toujours déclarés lors de leurs rencontres avec les dirigeants de ces partis), de profondes faiblesses internes se font sentir. Revai et Farkas, par exemple, se lamentent de voir que la racaille de tout acabit s'est infiltrée dans leur parti, même jusqu'à d'anciens membres des Croix fléchées. On entend proférer des plaintes analogues en Tchéco-

slovaquie, en Bulgarie, etc. C'est possible, ces partis n'ayant pas été constitués sur la base de principes bolchéviks conséquents d'organisation. Mais — comme on peut s'en rendre compte par le cas Gomoulka — il est non seulement possible, mais même probable que le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie sera en son temps accusé de la non-observation des principes bolchéviks par ces partis et de ce que divers éléments nationalistes et même fascistes se sont infiltrés dans leur sein et y ont pris des positions responsables. Pourquoi pas? La »Pravda« de Moscou elle-même a fait en son temps des allusions transparentes, comme quoi le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie serait mêlé à l'attentat contre Togliatti! Pourquoi n'irait-on pas plus loin encore dans ce sens?

Notre Parti n'a donc aucune relation avec les déviations, nationalistes et autres, qui existent dans les partis communistes. Les faiblesses de ces derniers sont conditionnées par les conditions internes et autres de leurs pays, et surtout par les voies qu'ils suivent dans leur développement (à l'exception, bien entendu, du Parti bolchévik).

Cependant, et puisque nous en sommes à la question du nationalisme, il convient de se demander ce qui en est de l'»internationalisme« de ceux qui accusent le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie de »nationalisme«.

Il ne faut pas être grand clerc pour s'apercevoir qu'en fait nos critiques ont été ébranlés dans leur internationalisme, qu'ils ne se maintiennent pas conséquemment sur les positions de la solidarité et de la coopération des travailleurs dans la lutte contre l'impérialisme, dans la lutte pour le socialisme.

Nous reviendrons sur ce sujet lorsque nous traiterons du thème: »Qu'est-ce qui se cache derrière les inventions sur le passage de la Yougoslavie dans le camp impérialiste«. Nous ne toucherons ici que l'essentiel.

Tout le monde sait que nos critiques sous-estiment intentionnellement et dans l'esprit des lettres du PC(b) de l'URSS, la lutte des peuples de Yougoslavie. Tous, ils s'efforcent de prouver par tous les moyens possibles que c'est l'Armée Rouge qui a libéré la Yougoslavie, que l'Armée de Libération nationale et les détachements de partisans de Yougoslavie n'ont joué aucun rôle essentiel dans la lutte pour la libération du pays. Les dirigeants bulgares ont commencé à démontrer que c'est leur armée qui a libéré des Allemands la Macédoine et une grande partie de la Serbie etc. Quel besoin nos critiques ont ils eu de tout cela? Pourquoi a-t-on commencé soudain à vouloir arranger les faits historiques? Pourquoi ces histoires de libération? Nous ne pouvons les expliquer autrement que par la tendance à vouloir justifier ainsi les procédés non-démocratiques et non-socialistes dont on use actuellement envers la Yougoslavie, par la tendance à vouloir imposer à la Yougoslavie et à son développement, malgré elle et même sans aucune discussion digne de camarades avec ses dirigeants de Parti et d'Etat — des formes d'évolution et des rapports qui ne répondent ni à ses contingences réelles ni aux intérêts de sa classe ouvrière et des autres travailleurs, non plus qu'au rythme de développement du socialisme chez elle. En Yougoslavie, tout le monde se rend compte de ce qui est vrai et de ce qui est faux dans ces histoires de libération, et comme tout le monde connaît les faits historiques dans leur exactitude, on ne peut s'expliquer autrement ces déformations de l'histoire.

Nos critiques ont senti que cette négation de la lutte de Libération des peuples de Yougoslavie a provoqué un fort mouvement de révolte dans les larges masses populaires de notre pays. C'est pourquoi ils changent maintenant d'attitude et commencent à »faire l'éloge« des peuples de Yougoslavie, rejetant la culpabilité de tous les maux de ce monde sur le seul »groupe de Tito«. Mais là aussi ils font preuve de maladresse, et, — comme toujours — leurs asser-

tions sont inexactes. Sur cette ligne de l'«éloge» des peuples de Yougoslavie, on peut citer l'article mentionné de la «Prawda» de Moscou, où il est dit que «les exploits héroïques des peuples de Yougoslavie sont connus de tous». Mais, c'est tout ce que nos critiques ont le courage de dire de la lutte armée de quatre années, de l'insurrection armée des peuples de Yougoslavie, de la révolution populaire en Yougoslavie. Aucun d'eux ne veut reconnaître qu'une révolution s'est accomplie en Yougoslavie au cours de la lutte à main armée contre l'occupant, une révolution qui a donné le pouvoir aux masses laborieuses avec la classe ouvrière à leur tête. Ils ne veulent point reconnaître ce fait, parce que le reconnaître équivaldrait à avouer que les peuples de Yougoslavie se sont libérés par leurs propres forces (bien entendu dans les conditions créées par la grande Guerre patriotique de l'Union Soviétique, avec l'aide considérable de l'Armée Rouge et avec l'appui politique et diplomatique inappréciable du Gouvernement de l'URSS et de J. V. Staline en personne). Reconnaître notre révolution et ses caractères propres qui découlent des conditions particulières de son développement équivaldrait tout au moins pour nos critiques à reconnaître que sur les bases de cette révolution se sont manifestées inévitablement des formes spécifiques dans le développement de la Yougoslavie vers le socialisme. Il ne s'agit donc ni plus ni moins que de *révolution*, et non pas d'«exploits héroïques»! Des exploits héroïques — et plus encore! — les peuples français, italien, tchèque et bulgare en ont compté à leur actif au cours de cette guerre, mais la Yougoslavie a été la *seule* à accomplir une révolution. Il est risible que nous ayons à le démontrer depuis déjà sept ans! Il est risible que nous ayons à le démontrer aux camarades de l'URSS, là où se trouve le berceau du léninisme et de la révolution socialiste et d'où il conviendrait d'attendre la plus profonde et la plus large des analyses de cette révolution. C'est risible, mais c'est ainsi.

Nos critiques fuient devant cet aveu. Mais c'est précisément parce qu'il y a eu chez nous une révolu-

tion (et non pas des changements révolutionnaires tels que ceux qui se sont produits dans d'autres pays de démocratie populaire, mais une insurrection armée — une révolution des masses populaires contre l'occupant et la bourgeoisie félonne), et qu'elle dure encore, c'est pour cela que notre Parti n'a été en rien ébranlé par les coups d'une critique sans doute erronée, mais aussi autorisée que l'est celle du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, et que nos masses laborieuses, avec la classe ouvrière à leur tête, ne vacillent point sous la pression de la campagne de sept Etats démocratiques, mais serrent leurs rangs autour du Parti et de ses dirigeants. Chez nous, la résistance contre ces injustes critiques et toutes sortes de calomnies et de provocations se rattache au développement continu de la révolution sur la ligne de la lutte pour l'édification du socialisme. C'est ce que nos critiques ne veulent ni ne peuvent comprendre et cela les met dans la situation de prophètes naïfs qui espèrent que des changements se produiront en Yougoslavie et racontent toutes sortes de vilaines absurdités.

Que signifie la négation de la lutte effective de tout un peuple? Cela n'équivaut-il point à la négation de son histoire même? Et pourquoi tout cela? Pourquoi?

Quoi qu'il en soit, il n'y a là aucun rapport avec l'internationalisme. Nier et passer sous silence la lutte de tout un peuple, nier la révolution d'un pays — cela n'a aucun rapport avec l'internationalisme tel que nous l'ont enseigné Marx et Lénine. C'est précisément sur cette question qu'on voit *plus clairement* que sur aucune autre l'inconséquence de nos critiques à l'égard du principe de l'égalité des peuples. Car ce principe veut, entre autres choses, qu'on n'offense pas, qu'on ne sous-estime pas les autres peuples, leurs partis progressistes et les services qu'ils ont rendus. Or, nous voyons qu'on se comporte tout autrement avec les peuples de Yougoslavie. Soit-disant à cause du nationalisme du »groupe de Tito« — à Berlin (en

zone soviétique) on présente la lutte de notre pays à travers les partisans allemands (!) en Yougoslavie — Fadéïev a complètement effacé la Yougoslavie de la carte géographique de l'antifascisme. Il fait l'éloge de la lutte des Tchèques et des Polonais au Congrès de Wrotslav et passe sous silence celle des Yougoslaves, au point que des réactionnaires anglais ont dû attirer son attention sur le fait que la Yougoslavie aussi a combattu au cours de la dernière guerre. Rákosi raconte de son côté que la Yougoslavie est connue comme le pays où il y a eu le plus de quislings, etc. etc.

Bien entendu, les peuples de Yougoslavie pourraient passer sur cette mésestime et ces silences, car, enfin, ceux-ci ne peuvent rien changer à la réalité. Lénine disait qu'«on ne peut faire que ce qui a été n'ait point été»; ainsi donc on ne peut effacer de la conscience des masses ni de l'histoire la révolution des peuples de Yougoslavie. Mais cette mésestime et ces silences ont, nous l'avons vu, leur côté pratique qui consiste à essayer d'affaiblir l'unité de notre Parti, de notre classe ouvrière et de nos masses laborieuses dans leur lutte pour le développement ultérieur de leur révolution, pour l'édification du socialisme.

Deux questions sont fondamentales dans la dispute entre nous et nos critiques: *La première*, c'est que ces derniers doivent cesser de se servir de méthodes de discussion qui ne soient pas celles de l'honneur, renoncer à faire usage d'inventions et de tromperies de tout genre, ne point accuser des hommes de ce dont ils les savent eux-mêmes innocents; *la deuxième question*, c'est que nos critiques doivent reconnaître la révolution accomplie en Yougoslavie. Cette deuxième question est fondamentale. Et cela parce que nos dirigeants ne sont point — et en tant que communistes ne sauraient être — rancuniers et susceptibles (ceci est en rapport avec la première question). La deuxième question est fondamentale parce qu'elle englobe l'essence véritable du litige que nos critiques évitent constamment de prononcer, essence

qui consiste selon nous en ceci que nos critiques, niant la révolution yougoslave, s'efforcent en fait de contester à la classe ouvrière de Yougoslavie le caractère original de la voie qu'elle a suivie dans sa lutte pour le pouvoir et l'édification du socialisme, de lui imposer des formes de lutte qui ne concordent plus avec la réalité et qui, de ce fait, ne répondent ni aux intérêts de nos masses laborieuses, ni à ceux du socialisme dans le monde. Ils le font sans égard au fait que notre classe ouvrière, c'est-à-dire son Parti, ne s'est départi en quoi que ce soit des lois théoriques de l'édification de la société socialiste, telles que les ont formulées Lénine et Staline, mais ne fait rien d'autre que les appliquer avec logique, en les adaptant à ses conditions particulières. Ils contestent — pour ainsi dire — ce droit à la classe ouvrière et aux masses laborieuses de Yougoslavie.

Voilà en quoi consiste, en fait, la déviation de l'internationalisme de ceux qui nous critiquent.

Ils s'éloignent ensuite du principe de la diversité des formes de la révolution et de l'édification du socialisme, c'est-à-dire ils ne veulent point reconnaître la possibilité, pour d'autres peuples, de découvrir des formes nouvelles et différentes. Ils croient que la vie s'est arrêtée là où ils se sont arrêtés eux-mêmes dans leurs raisonnements. Ils oublient que Lénine a dit que »les anciennes situations ne se répètent pas sous leur ancienne forme« et qu'»aucune forme ne saura être définitive tant que n'aura été obtenu le communisme total«.

Qu'il nous soit permis d'avoir recours encore une fois ici à une citation de Lénine:

»Il n'y a pas d'identité complète même dans les manifestations naturelles les plus simples, comme il n'y a pas identité complète entre la Volga après son confluent avec la Kama, et la Volga avant ce confluent, ou comme il n'y a point identité complète entre l'enfant et ses parents«. (Lénine, Oeuvres, XVIII, p.p. 115—116).

Il convient ici de s'arrêter sur quelques autres aspects de la question, relativement à l'«internationalisme» de nos critiques. En Roumanie, et surtout en Hongrie, on clame à son de cloche le nationalisme du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie (ou, suivant l'expression mise récemment à la mode par la «Pravda» de Moscou — du «groupe de Tito»).

Or, ils ne peuvent citer un seul cas où notre Gouvernement ait porté atteinte en quoi que ce soit aux droits des minorités roumaine et hongroise en Yougoslavie. Comme on le sait, il en est autrement avec nos minorités dans ces pays. Les droits nationaux de nos minorités y ont été violés. Comment nos critiques hongrois et roumains peuvent-ils concilier leurs attaques, premièrement, avec le fait qu'ils ne peuvent pas se plaindre que les «nationalistes» du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie aient touché en quoi que ce soit aux droits nationaux de leurs minorités, et deuxièmement, comment peuvent-ils concilier leur critique de notre nationalisme avec leurs entreprises nationalistes contre nos minorités et la Yougoslavie en général?

En Bulgarie, le chauvinisme pan-blgare est ressuscité en certains dirigeants de Parti à l'égard de la Macédoine. Ces dirigeants, justifiant leur action par toutes sortes de théories, nationalistes en substance — rognent en même temps de jour en jour les droits nationaux des Macédoniens de la Macédoine pirinienne. Eux non plus ne peuvent se plaindre que les dirigeants «nationalistes» de la Yougoslavie agissent de même envers la minorité bulgare de Tsaribrod et de Bossilgrad.

Chez qui donc se manifeste le nationalisme? Evidemment chez nos critiques.

Les assauts effrénés contre les ressortissants yougoslaves dans tous les pays démocratiques, les honteuses tentatives de racolage de ces mêmes ressortissants par des méthodes et des moyens sans scrupules.

pule — n'est-ce point aussi de la »déviation« nationaliste? Le fait de s'arroger le droit d'imposer à la Yougoslavie d'autres chefs, un autre gouvernement, un autre Comité central, que ceux qu'elle a élus — droit qui ne se fonde pas sur la critique, mais sur tous les moyens imaginables, (tels que le racolage, les menaces, la corruption, la propagande, les tromperies, etc.) — ce fait ne sent-il point sa »déviation« nationaliste?

Il n'y pas à dire, le nationalisme s'est niché chez nos critiques et non pas chez nous.

Nous devons ajouter que ce nationalisme est d'un tout autre genre en URSS que dans les partis communistes des pays de démocratie populaire et dans les partis communistes français et italien. En URSS, il ne s'agit point de nationalisme (il n'y pas là-bas de base sociale du nationalisme, la classe bourgeoise ayant été détruite), mais de l'incompréhension du développement de la Yougoslavie (et d'autres pays, selon nous). En URSS, il s'agit, d'après notre opinion, de l'incompréhension de tout ce qui s'est produit de neuf en Yougoslavie, en relation avec les particularités de sa révolution et avec toutes les conséquences découlant de ces particularités. Cette incompréhension est la cause que la lutte de la Yougoslavie a été systématiquement sous-estimée dans la presse soviétique, que notre développement y a été faussement interprété d'une manière systématique, et que notre lutte et notre développement y ont été identifiés avec la lutte et le développement des pays qui n'ont pas eu de révolution, ni de parti tel que le Parti communiste de Yougoslavie. Pratiquement, cela veut dire qu'on a essayé de cette manière d'imposer à la Yougoslavie des formes qui ne lui répon-daient point, des formes devenues désuètes pour elle et qui l'auraient entraînée en arrière et non pas en avant. Cela s'est accentué surtout lorsque notre classe ouvrière est entrée résolument et définitivement dans la voie de l'édification du socialisme. Objectivement, dans la pratique et quant aux conséquences, il n'y a

point de différence aujourd'hui entre cette incompréhension de l'URSS et l'opportunisme et le nationalisme qui, dans la question de la Yougoslavie, se sont fait jour dans les autres partis communistes, mais les racines de l'une et des autres de ces fausses conceptions sont différentes.

En résumé, il n'existe point de déviation nationaliste au sein du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, mais bien chez beaucoup de ses critiques, ainsi qu'une incompréhension profonde de la réalité yougoslave chez les camarades soviétiques.

2/ QUE'EST-CE QUI SE DISSIMULE DERRIERE LES INVENTIONS AU SUJET DU PASSAGE DE LA YUGOSLAVIE DANS LE CAMP IMPERIALISTE

Nos critiques s'efforcent de démontrer par tous les moyens que les dirigeants actuels entraînent la Yougoslavie dans le camp impérialiste. De même que pour leurs autres accusations, dans l'impossibilité où ils sont de prouver celle-ci, ils ont recours à toutes sortes de contre-vérités et d'inventions. Les inventions les plus effrontées des agences et des journaux bourgeois sur le compte de la Yougoslavie nouvelle sont répandues dans la presse communiste. Bien entendu, ce phénomène n'est nullement fortuit. D'une part, les lecteurs de la presse communiste demandent que les affirmations contre les dirigeants de la Yougoslavie soient prouvées, tandis que, d'autre part, la lutte que nos critiques mènent objectivement contre le renforcement du socialisme dans notre pays, conduit inévitablement dans la pratique à les rendre solidaires des impérialistes. Ce n'est nullement par le fait d'un hasard que les »Temps nouveaux« de Moscou passent sous silence que la Yougoslavie a eu, à la Conférence du Danube, la même attitude que l'URSS et les pays de démocratie populaire. Ce n'est nullement un hasard si l'agence Tass a lancé la nouvelle que la Yougoslavie a versé 17 millions de dollars à l'Amérique, sans ajouter que ces 17 millions, l'Amérique les avait retenus, à titre de compensation et pour dédommager ses ressortissants lésés par les nationalisations, sur l'or yougoslave qui se trouvait chez elle, condition que la Yougoslavie devait subir si

elle ne voulait pas renoncer à la totalité de son or. Le Gouvernement yougoslave a porté récemment la question de Trieste devant le Conseil de Sécurité, mais les »Temps nouveaux« ne disent point que c'est lui qui l'y a portée. Nous citons ces exemples, tirés de la lecture de la presse communiste (soviétique) la plus sérieuse, celle dont il faudrait attendre le plus de conscience et le plus de vérité. Mais que dire alors de »l'Humanité« du »Rudé Pravo« et autres? La situation n'est pas meilleure quand on considère l'attitude des gouvernants des pays démocratiques. Prenons, par exemple, le Gouvernement hongrois. On devrait attendre d'un gouvernement démocratique qu'il prononce, avec une pleine conscience de ses responsabilités, son jugement sur un autre gouvernement. Or, le Gouvernement hongrois, dans sa note au Gouvernement yougoslave, cite comme preuve à l'appui de son affirmation selon laquelle la Yougoslavie est passée au camp impérialiste, le fait que la Yougoslavie a obtenu de l'Amérique le déblocage de son or, quoique la Hongrie ait obtenu ce même déblocage de la part de l'Amérique, deux ans auparavant.

Et c'est ainsi que l'on a proclamé que la Yougoslavie était passée dans le camp impérialiste et qu'elle avait trahi la démocratie et le socialisme.

A vrai dire, la »Pravda« affirme que le »groupe nationaliste de Tito« conduit le pays dans le camp impérialiste, que, par son nationalisme »il le désarme en face de l'ennemi extérieur«. La »Pravda« rejette sur le »groupe de Tito«, toute la culpabilité des dommages que la Yougoslavie pourra subir et, ce faisant, décharge les partis communistes de toute responsabilité.

Autant que nous le sachions, nos critiques représentent les choses inexactement, de manière à faire apparaître que tout le litige entre le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, d'une part, et le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS et les dirigeants des autres partis communistes, d'autre part, s'est ouvert sur la question de savoir

si le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie doit ou non reconnaître certaines fautes. Cependant, nous voyons maintenant que les mesures que les pays démocratiques commencent à prendre à l'égard de la Yougoslavie n'ont absolument aucun rapport avec ces fautes. Qui plus est, même si ce qu'on reproche au Comité central du Parti communiste de Yougoslavie était vrai et qu'il ne veuille point le reconnaître, lesdites mesures n'en seraient pas moins entièrement injustifiées. Ces mesures se ramènent, en gros, à l'isolement de la Yougoslavie. En voici quelques-unes qui ont déjà été appliquées: premièrement, ont été rompues, malgré les efforts de la Yougoslavie, toutes relations sportives entre elle et les pays de démocratie populaire et l'URSS; ont été rompus, malgré les efforts de la Yougoslavie, presque tous les liens culturels entre elle et les pays de démocratie populaire et l'URSS; ont été rompues, malgré les efforts de la Yougoslavie, toutes les relations de Jeunesses entre elle et les pays de démocratie populaire et l'URSS. Les ressortissants yougoslaves, les représentants de la Yougoslavie, son Gouvernement, son drapeau, etc., sont insultés à chaque pas et par tous les moyens.

Accomplissant tout cela et autres choses semblables, nos critiques racontent en même temps que le »groupe de Tito« isole la Yougoslavie. Bien entendu, les faits ne sont pas tels en réalité. Ce sont eux, — les dirigeants des pays démocratiques, qui isolent la Yougoslavie, et cela, non pas parce que le »groupe de Tito« ne veut point reconnaître ses fautes (car, si même ces fautes étaient réelles, elles ne justifieraient pas leurs mesures), mais bien parce que le Parti communiste de Yougoslavie, avec le Comité central et son secrétaire général le camarade Tito à sa tête, ne peut reconnaître des fautes qu'il n'a point commises, et cela, premièrement, parce que c'est inconciliable avec la morale communiste, et deuxièmement, parce qu'il ne s'agit point de l'aveu de fautes quelconques, mais qu'il s'agit d'avouer le crime de trahison,

de renoncer à la révolution que les peuples de Yougoslavie ont accomplie, avec leur classe ouvrière à leur tête, sous la conduite de ce même Comité central, de renoncer au Plan quinquennal, de renoncer à une édification socialiste dans laquelle sont incorporées les masses laborieuses de Yougoslavie, dont les effectifs se chiffrent par millions. Mais cela équivaldrait à provoquer un chaos total en Yougoslavie. Cela équivaldrait à vouloir priver les peuples de Yougoslavie des pages les plus brillantes de leur histoire, cela équivaldrait à abandonner la lutte que les masses laborieuses de notre pays mènent, à la sueur de leur front, pour un avenir meilleur. A cela ne pourraient consentir que des hommes décidés à trahir la cause de la classe ouvrière et du socialisme en Yougoslavie, des hommes qui n'ont aucun rapport ni avec la conscience de parti ni avec le communisme.

Ce n'est pas le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie qui isole la Yougoslavie des pays démocratiques, mais bien les dirigeants de ces pays qui, se servant du prétexte erroné que le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie ne veut point reconnaître ses fautes, isolent la Yougoslavie. Ce n'est nullement par hasard si dès maintenant, toutes les offenses que les impérialistes infligent à la Yougoslavie, de même que les entraves que l'on apporte à son libre développement (les plus récentes provocations grecques à la frontière yougoslave, le rejet de la demande des visas pour les journalistes yougoslaves qui devaient assister à la troisième Assemblée générale des Nations Unies, les attaques provocatrices de la propagande, etc.), si tout cela est passé sous silence par la presse communiste et la presse des pays démocratiques. Cette presse s'est mise elle-même dans une situation absurde en affirmant que les dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie ont remis le pays entre les mains des impérialistes, de telle sorte qu'elle doit aujourd'hui se solidariser implicitement ou ouvertement avec les impérialistes contre la Yougoslavie. Tout autre est

le cas de la Yougoslavie et de sa presse. Sans hésitation notre pays est resté fidèle à la ligne antiimpérialiste; il en est de même de notre presse qui ne rapporte au sujet des pays démocratiques que ce qui est exact et se solidarise constamment avec eux jusque dans les plus petits détails.

Voilà comment se présentent aujourd'hui les faits, relativement à la question de savoir qui isole réellement la Yougoslavie.

En déclinant la responsabilité du préjudice que la Yougoslavie pourrait subir en raison de semblables relations, les dirigeants des pays démocratiques exercent de la sorte une pression morale sur les peuples de Yougoslavie en vue de les amener à renverser le Comité central actuel, sans quoi disent-ils, leur pays restera seul en face des impérialistes, et petit comme il est, il sera bientôt englouti. Voilà l'attitude de principe de nos critiques! Cette «logique» peut agir sur des instigateurs de panique, sur des lâches et sur des opportunistes de tout acabit, qui ont peur des difficultés, qui ont peur pour le «sort du pays» (en fait pour eux-mêmes!), qui seraient prêts à vendre et le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie et le Parti communiste de Yougoslavie lui-même, même si ceux-ci ne sont point coupables, pourvu seulement qu'on leur garantisse la paix et la tranquillité. Mais ces hommes-là sont rares et la classe ouvrière, le peuple, ne peuvent jamais être opportunistes et lâches si leurs chefs ne le sont point... Le sort de la Yougoslavie est dans la lutte de ses masses laborieuses pour l'édification du socialisme, et nulle part ailleurs!

A première vue, le calcul que font nos critiques semble réel. Mais à première vue seulement!

Avant tout, le Parti communiste de Yougoslavie est un Parti du type bolchévik; il a passé par la longue et dure école de l'illégalité et de la lutte armée. Il n'a peur ni des difficultés, ni des situations difficiles. Ensuite, la classe ouvrière de Yougoslavie, elle aussi, a passé par la dure école de la lutte armée. Et, enfin,

les peuples de Yougoslavie ont eux aussi, souventes fois dans leur histoire, et surtout au cours de la dernière guerre, passé par la dure école d'une lutte à mort, et ils n'ont peur de rien. Il est impossible d'intimider, de démoraliser notre Parti et nos masses laborieuses, il est impossible de détruire en eux la foi dans leurs propres forces et dans le mouvement ouvrier international. Il est possible de les convaincre d'une chose exacte, mais non pas de les effrayer.

Et ce qui est le plus important, ce calcul est dépourvu de tout fondement réel, et cela pour les raisons suivantes:

Premièrement. La question de savoir si la Yougoslavie passera au camp impérialiste, dépend très peu ou pas du tout de ceux qui la critiquent, de leurs racontars et de leur attitude. Cela dépend de ses dirigeants et de son Parti communiste, cela dépend de sa classe ouvrière et de ses masses laborieuses. L'affirmation gratuite que la Yougoslavie est passée ou va passer dans le camp des impérialistes — n'est rien d'autre à ce point de vue qu'une affirmation et une calomnie gratuites qui se retournent contre ceux-là même qui les avancent. C'est la réalité qui décide. Or, la réalité parle un tout autre langage, et elle le parlera avec une énergie toujours plus grande. Il semble qu'il est devenu parfaitement clair même à nos critiques que, chez les dirigeants de la Yougoslavie, il n'y a et il ne peut y avoir aucune hésitation quant à la sauvegarde de l'indépendance de la Yougoslavie contre les impérialistes, quant à sa solidarité avec les forces du socialisme. Autrement, comment expliquer le fait qu'ils se comportent envers la Yougoslavie, en tant qu'Etat, beaucoup plus mal qu'envers n'importe quel gouvernement capitaliste? Les dirigeants des pays démocratiques croient, semble-t-il, que tout leur est permis envers la Yougoslavie socialiste, même ce qui ne leur vient pas à l'idée de faire envers les pays capitalistes et leurs gouvernements. Un camarade a dit avec esprit qu'il aurait fallu répondre en ces termes aux notes des Gouvernements

hongrois et roumain: — voilà, c'est vrai, nous sommes devenus, comme vous le dites, un gouvernement réactionnaire et bourgeois du type du cabinet de Gasperi ou du Gouvernement turc, et nous vous prions en conséquence d'établir avec nous des relations correctes. Les dirigeants des pays démocratiques, précisément parce qu'ils savent que la direction du Parti communiste de Yougoslavie se tient fermement sur les positions de l'antiimpérialisme, précisément parce qu'ils savent fort bien que la Yougoslavie ne reçoit et ne peut recevoir aucun appui de la part des Etats impérialistes, semblent méditer de leur côté d'isoler la Yougoslavie, de la mettre dans une situation internationale difficile, de l'exposer à la pression des impérialistes, d'affaiblir ainsi en elle le moral des communistes et des masses laborieuses et de les soulever contre leurs dirigeants actuels. Quels rapports de telles intentions peuvent avoir avec le communisme et quels sont ceux qui favorisent ici les impérialistes et qui affaiblissent le front du socialisme et de la démocratie — c'est ce qu'il n'est pas difficile de voir.

Mais comme on le voit il ressort de tout cela que ce ne sont pas les dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie qui conspirent avec les impérialistes, que ce n'est pas leur faute si d'autres isolent la Yougoslavie, en raison de leurs calculs propres, et que l'isolement de la Yougoslavie ne s'effectue pas parce que le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie se refuserait à reconnaître certaines fautes, mais bien parce que cela répond aux intentions de ceux qui sont en train de l'isoler.

Les dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie ne seraient responsables que dans deux cas: premièrement, s'ils affaiblissaient les relations de la Yougoslavie avec les pays démocratiques (ce qu'ils ne font en rien); et deuxièmement (et ceci est plus important), s'ils se mettaient d'accord avec les impérialistes contre l'indépendance de leur pays ou d'autres pays (ce qu'ils ne font point et ne peuvent pas faire). Pour tout le reste, ce sont d'autres

qui sont responsables. Mais il ne dépend même pas d'eux que la Yougoslavie passe dans le camp impérialiste. Cela dépend en premier lieu de la Yougoslavie elle-même. Or, il existe dans son sein des forces si puissantes, avec le Comité central du Parti communiste à leur tête, qu'elles peuvent aujourd'hui empêcher facilement toute tentative des éléments capitalistes dans ce sens.

Deuxièmement: Le passage de la Yougoslavie dans le camp impérialiste serait possible uniquement dans le cas où les éléments capitalistes grandiraient et se renforceraient dans le pays, où les rapports entre les classes se modifieraient dans le sens d'un renforcement des positions de la bourgeoisie, c'est-à-dire au cas où il ne se poursuivrait point en Yougoslavie une lutte tenace et quotidienne pour la transformation socialiste. La lutte pour le socialisme sur le front intérieur est incompatible avec une politique étrangère de subordination du pays aux impérialistes. La question de la lutte pour l'édification du socialisme en Yougoslavie est la question *fondamentale*, toutes les autres questions lui sont subordonnées et en dérivent. Si le Parti communiste de Yougoslavie développe et mène avec une volonté inébranlable, à la tête de sa classe ouvrière et des masses laborieuses de la ville et de la campagne le combat pour l'édification du socialisme, alors l'accusation selon laquelle nous serions passés dans le camp impérialiste tombe et doit tomber d'elle-même. C'est précisément la question de savoir si on mène en Yougoslavie une lutte conséquente et tenace pour l'édification du socialisme, qui est le critérium pouvant déterminer dans quelle mesure sont exactes les accusations de nos critiques. Voilà la question qui décide de tout et fournit la réponse à tout, ou à presque tout, et autour de laquelle les communistes de Yougoslavie rassemblent aujourd'hui toutes les forces populaires en réduisant à néant, par leurs succès dans l'édification du pays, toutes les accusations de ceux qui les critiquent. Les indices de notre édification économique sont en même temps

dans un certain sens les indices de la justesse de la politique de notre Parti et de la fausseté des accusations de nos critiques.

Troisièmement: Ordinairement, nos critiques traitent de la question du passage de la Yougoslavie dans le camp impérialiste d'une façon stéréotypée. Ils procèdent comme des routiniers qui ne peuvent jamais se libérer des analogies historiques et d'habitudes invétérées. Ils savent fort bien que les déviations de Trotsky ou de Boukharine de la ligne du léninisme les ont finalement amenés par une pente inévitable au service des impérialistes. Ils savent aussi fort bien que la logique du développement conduit inéluctablement vers l'ennemi de classe tous ceux qui abandonnent les principes du marxisme-léninisme. Ils savent que toute déviation nationaliste conduit irrévocablement à la bourgeoisie, à l'impérialisme, à la restauration du capitalisme. Ils savent enfin que tous les conflits au sein du mouvement ouvrier ne se produisent pas en tant que phénomènes isolés, en dehors des rapports de classes dans le monde et dans certains pays, en dehors de la lutte des forces démocratiques contre les forces impérialistes, mais précisément dans le cadre et sur la base de cette lutte. Et d'après cela, par habitude, ils pensent — celui qui n'est pas »avec nous« doit être obligatoirement contre nous.

Or, cette méthode analogique est en général incorrecte et, surtout dans ce cas concret, inapplicable à la Yougoslavie, parce que précisément il ne s'agit en Yougoslavie ni de révision du marxisme-léninisme, ni de nationalisme, mais bien, comme nous l'avons déjà fait observer, de l'application concrète du marxisme-léninisme à ses conditions particulières, ce que ses critiques ne veulent pas du tout comprendre. D'après ces analogies historiques, nos »déviations« présentes sont comparées aux déviations menchévistes de la période qui a suivi l'échec de la révolution de 1905 en Russie. En se basant sur de telles et similaires analogies on affirme de même que la lutte de Libération nationale de Yougoslavie —

qui a été, en fait, une révolution d'où sont sortis le nouveau pouvoir du peuple travailleur et son armée régulière — n'est rien de nouveau, les Espagnols ayant fait il y a 140 ans l'application de la guerre partisans!

Selon de telles et similaires analogies historiques, s'il existait vraiment en Yougoslavie des dirigeants enclins au nationalisme, la Yougoslavie se trouverait dans l'obligation, soit de les renverser, soit de passer au camp des impérialistes. Mais, comme il arrive d'habitude chez nos critiques, il manque à ces analogies, pour être exactes, une »bagatelle«: — nos dirigeants ne sont pas nationalistes. —

Allons plus loin: selon les analogies historiques, et la logique historique, il apparaîtrait qu'un petit pays tel que la Yougoslavie ne peut rester libre et indépendant et édifier le socialisme si — pour une raison ou une autre — les pays démocratiques et socialistes le séparent de leur Front, c'est-à-dire il serait vite étouffé par les impérialistes (Youdine, par exemple, a affirmé récemment dans l'organe »Pour une paix durable, pour une démocratie populaire«, qu'aucun pays de démocratie populaire ne vivrait six mois comme pays indépendant s'il se »séparait« — lisez: s'ils on le séparait! — du Front démocratique). Cependant, cette donnée est profondément fausse. Un pays qui ne remplit pas les conditions nécessaires à un développement tant soit peu normal de son économie, ne pourrait pas se maintenir longtemps dans une telle situation. Mais la Yougoslavie n'est pas un tel pays, car elle remplit toutes les conditions essentielles pour un développement favorable. En outre, ce qui est le plus important, cette affirmation pêche par la base parce qu'elle ne tient point compte des énormes changements survenus dans le monde à la suite de la révolution d'Octobre et de la guerre contre le fascisme, grâce précisément au rôle historique considérable de l'URSS, changements qui ont rendu possible, sous des conditions déterminées, la victoire de la révolution et la création de tout ce qui

est indispensable pour une édification socialiste, dans un pays relativement petit et peu développé comme l'est la Yougoslavie. Notre révolution — nos critiques devraient en tenir compte — n'est pas une manifestation accidentelle, pas plus que n'est accidentelle notre édification du socialisme, qui s'est greffée logiquement et inévitablement sur cette révolution et en dérive.

Les pays démocratiques — en se départissant temporairement de leur internationalisme — peuvent cesser de s'intéresser au sort de la Yougoslavie, ils peuvent l'isoler, ils peuvent la renier cent fois par jour. Mais ils ne cessent pas de ce fait d'exister dans le monde réel, d'agir dans les relations internationales. Ils demeurent toujours des facteurs vivants de combat et la Yougoslavie se tient dans tous les cas à leurs côtés, car elle ne peut se tenir sur d'autres positions, en raison même de sa structure interne.

Cependant, on peut supposer qu'une telle politique à courte vue pourrait un jour inciter les impérialistes à une agression contre la Yougoslavie. Une telle possibilité n'est pas à exclure pour l'avenir, dans la mesure où nos critiques persisteront à suivre la voie qu'ils ont prise. Mais alors, c'est la guerre, et une grande et sérieuse guerre, car la Yougoslavie n'est pas un pays tellement petit, et elle est très ferme à l'intérieur. Et dans la guerre les choses sont résolues comme à la guerre. Une guerre qui s'ouvrirait, n'aurait point ni ne pourrait avoir de limites. Et, dans ce cas aussi, la Yougoslavie ne pourrait rester isolée, car une telle attaque des impérialistes menacerait inévitablement, qu'on le veuille ou non, une partie considérable du reste du monde démocratique.

Donc, la logique des analogies historiques ne correspond pas au cas de la Yougoslavie précisément parce que le litige dont ses dirigeants (le groupe de Tito) sont l'objet — est un litige avec des communistes honnêtes, un litige dans le cadre du mouvement ouvrier (malgré tous les efforts de nos critiques pour le faire apparaître comme un litige avec des traîtres

au mouvement ouvrier), et cela non seulement autour de la question de savoir qui aime ou n'aime pas l'URSS et lui est ou ne lui est pas fidèle, ou bien à propos de trotskysme et de nationalisme, mais bien au sujet des voies à suivre et des conditions à observer dans le développement socialiste en Yougoslavie.

Quatrièmement. Il ressort de tout cela que, par la pression exercée sur ses citoyens et ses communistes, les pays démocratiques peuvent isoler la Yougoslavie et la couper de la coopération avec eux. Mais elle ne cesse pas pour cela d'être un pays indépendant, elle ne cesse point d'être un pays qui lutte avec esprit de suite pour le renforcement de la démocratie et du socialisme dans le monde. Elle est et elle demeure, quoi qu'on fasse pour l'isoler et pour le lui contester, l'une des forces démocratiques et socialistes notables. En travaillant à isoler la Yougoslavie, les pays démocratiques assument en même temps, devant l'histoire et le mouvement ouvrier international, la responsabilité de ne pas se solidariser avec un pays socialiste au moins dans la mesure de ce que celui-ci a donné et continue de donner pour la victoire de la classe ouvrière et des peuples opprimés sur l'impérialisme, au moins pour autant que sa classe ouvrière a aidé la lutte du premier pays socialiste dans le monde. Une telle politique des pays démocratiques ne saurait rester longtemps dissimulée par aucune propagande. Le croire, équivaldrait à croire qu'une propagande qui ne se sert point de la vérité et qui ne lutte point pour la vérité pourrait avoir un succès sérieux et durable dans le mouvement ouvrier.

Dans leurs histoires selon lesquelles les dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie mèneraient, par leur politique, leur pays dans le camp impérialiste, nos critiques ne sont pas très difficiles quant au choix de leurs expressions et ils ne s'embarrassent guère d'avancer au besoin même des inexactitudes. L'article de la «Pravda» intitulé «Où la politique nationaliste du groupe de Tito mène la Yougoslavie», peut servir d'exemple à ce point de vue, bien qu'il

soit, par sa décence et par sa tentative de rester plus ou moins sur le terrain des principes, grandement supérieur à tout ce qui a été écrit sur le compte de la Yougoslavie dans la presse communiste depuis la résolution du Bureau d'Information. Les expressions telles que »bourreau«, »politique terroriste«, »groupe«, »fraction«, »duplicité à bon marché«, »expédition réactionnaire«, »acrobate«, »laquais de bourreaux«, etc., à l'adresse des dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie et des personnalités dirigeantes de Yougoslavie n'ont pas manqué cette fois-ci encore. Pour qu'on ne puisse point reprocher à nos dirigeants d'être devenus trop raffinés et trop susceptibles, nous ne nous attarderons pas sur ces expressions, auxquelles nous nous sommes passablement habitués, en raison de leur usage aussi long qu'exagéré. Cependant, il est impossible de ne pas s'attarder un peu sur deux ou trois mensonges caractéristiques, faits pour induire en erreur les lecteurs de la presse communiste.

La »Pravda« affirme que la responsabilité de la mort d'Arso Yovanovitch retombe sur les dirigeants actuels du Parti communiste de Yougoslavie et qu'on procède, dans notre pays, à des »représailles étendues, à des arrestations et à des assassinats de communistes et de non-communistes« (la note du Gouvernement hongrois dit, elle aussi, que plusieurs personnes ont été tuées!). Comment les faits se présentent-ils donc dans la réalité, puisque la »Pravda« nous oblige à en parler? Nous sommes certains que les représentants soviétiques savent exactement jusque dans les détails, que Arso Yovanovitch a été tué la nuit par un milicien qui gardait la frontière et qui avait, au préalable, essuyé le feu de son revolver. Et bien que cela soit connu des représentants soviétiques, la »Pravda« porte ce traître aux nues et fait des allusions à une prétendue préméditation de son meurtre (ce que d'autres ont avancé ouvertement). Personne, en Yougoslavie, n'a été tué à la suite du litige entre le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie

et le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS. Donc, *personne*, — et voilà ce qu'il en est de leurs »assassinats en masse de communistes et de non-communistes). Pour ce qui est des »arrestations en masse«, environ 50 personnes ont été arrêtées et cela parce qu'elles s'étaient livrées à une activité destructrice contre le Parti et contre l'Etat, en essayant de voiler cette activité sous le couvert de leur adhésion à la résolution du Bureau d'Information, et non pas parce qu'elles »avaient exprimé des doutes sur la probité du groupe nationaliste de Tito«. Mais l'inexactitude la plus grave de la »Pravda« se trouve dans l'affirmation selon laquelle le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie a tenté de »couvrir de boue« les partis des pays de démocratie populaire et de l'URSS. Nous avons toujours eu le souci de faire en sorte que notre défense contre les monstrueuses et honteuses accusations portées contre nous soit une défense de camarades, une défense pleine de dignité. Pourquoi la »Pravda« se croit-elle obligée d'inventer que nous avons tenté de couvrir de boue le Parti communiste (bolchévik) de l'URSS et les autres partis? Elle n'a pas besoin de cela pour justifier ses expressions à notre adresse telles que »terreur hitlérienne«, »fascistes du type de Mussolini et de Doriot«, »bourreaux«, »assassins«, »agents impérialistes«, etc. (ce n'est là que l'arsenal de la »Pravda« qui est la plus modeste à ce point de vue), ce qu'à part ça elle qualifie de critique »bien intentionnée et empreinte de camaraderie«.

Mais foin de tout cela! Son accusation la plus grave et la plus inexacte est que notre Comité central pourrait mener la Yougoslavie dans le camp impérialiste. Que la »Pravda« reste fidèle à son affirmation selon laquelle elle considère les peuples de Yougoslavie comme ses alliés; quant à nous, nous ne doutons même pas que notre Comité central, avec le camarade Tito à sa tête, demeurera fidèle à tout ce qu'il a affirmé, que le Comité central et le camarade Tito ne seront jamais ébranlés dans leur lutte

pour l'édification du socialisme en Yougoslavie et pour l'indépendance de ses peuples.

Par leurs inexactitudes et leurs inventions, nos critiques ne font que convaincre nos masses que le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie a raison. La pratique, qui a toujours été, qui est toujours et qui restera toujours le critérium de la vérité, est si puissamment et si évidemment contraire aux affirmations de nos critiques, que leurs cris d'alarme sonnent creux en Yougoslavie, et qu'ils n'y rencontrent aucun écho chez les hommes vivants qui édifient sans peur et sans hésitation leur patrie socialiste et leur meilleur avenir.

3. LES CHEFS ET LE PARTI, LES CHEFS ET LE PEUPLE

Nos critiques, après avoir subi un échec complet dans leur action en vue d'affaiblir — puisqu'ils ne peuvent pas la briser — l'unité du Parti communiste de Yougoslavie et d'ébranler les masses laborieuses de Yougoslavie, essayent maintenant de séparer du Parti et du peuple, les dirigeants du Parti.

Nous pouvons certifier d'avance que cette manœuvre essuiera un insuccès complet. Et cela pour les raisons que nous allons énumérer.

Tout d'abord, toute séparation entre les chefs et le peuple, entre les chefs et le Parti, dans le cas de la Yougoslavie, est basée sur des faits imaginaires, controuvés, sur ce que *désireraient* ceux qui veulent cette séparation, et non pas sur des rapports sociaux réels. Dans ce cas-là aussi, la méthode des analogies historiques a été mise en oeuvre. Sachant que les communistes ne peuvent haïr le peuple, qu'il faut séparer le peuple de ses chefs et que cette tactique rapporte des succès politiques — nos critiques voudraient agir aussi de la sorte dans le cas de la Yougoslavie. Mais ce faisant, ils oublient ce qui est fondamental, à savoir que cette tactique est bonne et utile lorsqu'il s'agit des pays capitalistes, des Etats bourgeois et des dirigeants de partis bourgeois, tandis que, lorsqu'il s'agit d'un pays socialiste, de dirigeants de Parti et d'Etat communistes, cette tactique doit inévitablement subir un échec complet.

Pourquoi, ladite tactique des communistes est-elle correcte dans le premier cas, et ne l'est-elle point dans le second?

Dans le premier cas, cette tactique est justifiée et correcte et doit apporter des résultats positifs, parce que cette séparation (ou différenciation) des dirigeants d'avec le peuple est basée sur la lutte de classes, sur la différenciation de classes entre la classe ouvrière — c'est-à-dire les masses laborieuses — et la bourgeoisie régnante. Précisément parce que cette séparation est basée sur la différenciation réelle qui existe dans la production, dans les rapports de production. Cette tactique communiste est donc basée sur le caractère inévitable et légal de la lutte de classes entre les masses laborieuses et exploitées, d'une part, et les exploiters parasites, de l'autre. Elle doit donc apporter obligatoirement des succès à ceux qui en font usage.

Dans le second cas, cependant, cette tactique doit obligatoirement subir un échec précisément parce que nos critiques l'appliquent de la même manière que dans le premier cas et comme s'il s'agissait du premier cas, c'est-à-dire comme si la Yougoslavie était un pays capitaliste et comme s'il s'agissait d'attiser, de renforcer la lutte de classes des masses laborieuses, avec le prolétariat à leur tête, contre la bourgeoisie régnante. Dans les rapports sociaux de la Yougoslavie nouvelle, les conditions nécessaires à une telle séparation (différenciation) entre le peuple et ses chefs n'existent pas, et c'est pourquoi cette tactique doit finalement subir un échec. C'est inévitable. La politique des communistes doit être basée sur une analyse des rapports sociaux réels, sur la découverte des tendances de développement, et non pas sur des désirs et des illusions.

En Yougoslavie, cependant, il existe une autre séparation (ou différenciation) qui s'effectue journellement sous nos yeux. C'est la séparation (ou différenciation) des éléments capitalistes d'avec les masses laborieuses des villes et des villages, c'est la lutte des masses laborieuses pour la liquidation des restes du capitalisme dans les villes ainsi que du capitalisme et des rapports capitalistes au village. Cette diffé-

renciation existe, elle ne cesse de s'approfondir avec l'accroissement des forces socialistes — les éléments capitalistes se séparent de plus en plus et s'isolent des masses laborieuses. Cette différenciation, nous devons l'apercevoir et la diriger consciemment, en raffermissant sans cesse les forces socialistes et en ayant constamment en vue la nécessité de la victoire du socialisme, la nécessité d'une liquidation complète du capitalisme.

Nos critiques répondront, cependant, que leur tactique est basée sur ce second genre de différenciation en Yougoslavie, c'est-à-dire sur la séparation entre éléments capitalistes et socialistes. Mais, en ce cas là, ils ne disent point la vérité. Car alors, comment expliquer les succès des masses laborieuses dans la lutte pour la rénovation et l'édification du pays sur une base socialiste? Ils diront de nouveau: le peuple, le peuple est bon, le peuple travaille, mais ce sont les chefs qui ne valent rien. Voilà le comble de l'absence de principes et de l'absurdité! Comme si le peuple pouvait mener avec succès la grande lutte pour l'édification du socialisme — avec des chefs qui seraient des traîtres et des capitalistes. Le critérium de l'ineffectivité de la »critique« de nos contempteurs se ramène précisément à savoir si oui ou non, les forces socialistes augmentent chez nous de jour en jour? (elles augmentent indubitablement); dans le premier cas (si ces forces augmentent) — ce sont eux qui ont tort, et dans le second (si ces forces n'augmentent point) — c'est nous qui avons tort.

Donc, c'est justement parce qu'ils n'ont pas aperçu quelles forces représentent et quelles tendances expriment nos dirigeants de Parti et d'Etat (c'est-à-dire ceux qu'on appelle »le groupe de Tito«), que nos critiques tombent inéluctablement dans l'absurde et ridicule situation d'entraver en pratique — au nom du communisme et de l'internationalisme — le renforcement et le développement des forces socialistes en Yougoslavie, et, de ce fait même, le rapprochement

entre les peuples de Yougoslavie et ceux des pays démocratiques.

Si »le groupe de Tito« exprimait les tendances des éléments capitalistes, c'est-à-dire — s'il menait dans la pratique une politique de restauration et de renforcement du capitalisme, s'il rendait aux industriels et aux banquiers leurs entreprises, s'il donnait de l'essor aux commerçants et aux riches villageois, si au lieu de mener le pays vers l'indépendance économique il le rendait dépendant des monopolistes étrangers, en leur donnant des concessions — alors la séparation (ou la différenciation) des chefs d'avec le Parti et d'avec le peuple aurait un sens, une base réelle, et elle apporterait à nos critiques le succès attendu. Mais puisque les faits se présentent tout autrement, puisque »le groupe de Tito« exprime des tendances de développement opposées à celles que nous avons mentionnées, la tactique de la séparation des dirigeants d'avec le peuple doit subir un échec complet en Yougoslavie... Nous répétons constamment à nos critiques ce qu'ils ne veulent point entendre, comme s'ils étaient sourds: que, dans leur litige avec nous, il ne s'agit pas chez nous de tendances à la révision du marxisme-léninisme, de tendances à l'abandon de la lutte pour l'édification du socialisme, de tendances à la séparation d'avec l'URSS et les pays de démocratie populaire, mais bien de certains aspects nouveaux qui devaient inévitablement se produire dans les rapports entre pays socialistes et qui devaient surtout s'accroître en raison de l'incompréhension de nos critiques pour ces aspects nouveaux, au moment où la Yougoslavie a pris résolument et sans équivoque la voie de l'édification du socialisme chez elle (ce qui dans nos conditions sociales — étant donné que la classe ouvrière, à la tête des masses laborieuses, tient fermement le pouvoir dans ses mains et développe selon un plan l'économie du pays — est identique à la lutte pour le libre développement des forces de production).

Si nos critiques avaient raison dans leur pétition de principe *fondamentale*, c'est-à-dire s'il s'agissait

réellement chez nous d'un retour vers le capitalisme, alors leur tactique de séparation des dirigeants d'avec le Parti et d'avec le peuple pourrait avoir du succès. Or, c'est précisément parce que cela n'est pas exact que le cas inverse se produit aujourd'hui en Yougoslavie: les inventions, les calomnies, et les insultes qu'on déverse abondamment sur nos dirigeants font qu'en réalité les membres du Parti resserrent leurs rangs autour de ces mêmes dirigeants et que mille liens nouveaux relient le peuple et les dirigeants, le Parti et les dirigeants, le Parti et le peuple.

Nos critiques se sont mis dans la tête que la majorité au sein du Parti communiste de Yougoslavie est contre le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie, contre «le groupe de Tito», c'est-à-dire que le «groupe de Tito» ne représente aujourd'hui qu'une minorité, qu'une fraction dans le Parti communiste de Yougoslavie — ce qui d'après eux n'était pas le cas il y a un an.

Ils justifient leur affirmation par cette invention que les dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie auraient abandonné la ligne de l'internationalisme, sous le masque de l'édification du socialisme dans le pays. Nos critiques, ceux de l'URSS surtout, se sont arrogé le droit exclusif d'interpréter ce qui est de l'internationalisme et ce qui ne l'est point, de décider quand une chose est internationaliste et quand elle ne l'est point. Nos critiques vont plus loin encore, ils vont jusqu'à s'arroger le monopole du marxisme, affirmant — contrairement à Lénine — que le marxisme ne peut continuer à s'enrichir que dans l'URSS (voir par exemple Togliatti après la session du Bureau d'Information), et que la pratique révolutionnaire des mouvements ouvriers dans le monde ne constitue point ni ne saurait constituer un enrichissement du marxisme. Si quelqu'un avance une affirmation différente de la leur, et surtout si dans la pratique — comme l'ont fait les yougoslaves — il agit en vertu de ses riches expériences révolutionnaires autrement que d'après des règles et des

expériences habituelles, alors celui là est un nationaliste et un agent des impérialistes. Tout à fait exacte est l'affirmation de nos critiques disant que l'URSS n'est pas seulement la force dirigeante du socialisme, mais encore sa force décisive, que le développement ultérieur du marxisme est tout à fait naturel et inévitable en URSS où le développement des rapports socialistes a été poussé le plus loin et où se pose déjà la question de l'analyse théorique de la future société communiste. Mais, si avec cela on applique dans la pratique l'affirmation que les autres pays peuvent et doivent continuer à se développer non pas sur la base des expériences théoriques et pratiques de l'URSS, mais sur la base d'une imitation de l'URSS — alors ils ont abandonné la méthode dialectique et ils doivent inévitablement entrer en conflit avec la vie, qui, même dans le socialisme, sous la direction consciente des communistes, se développe pourtant avec diversité, toujours d'une manière différente et nouvelle. Une autre erreur de nos critiques consiste en ceci que toutes les fois qu'il est question de l'URSS, ils n'aperçoivent que de grands chiffres, ils voient le seul fait que l'URSS — ce qui est heureusement tout à fait vrai — par sa puissance matérielle aussi (nombre des habitants, potentiel industriel et militaire etc.) est la force décisive du socialisme et de la démocratie. Mais cela signifie-t-il que les forces moindres ne peuvent pas se développer — dans la période de transition qui va du capitalisme au communisme — de la manière qui les renforcera le plus vite, c'est-à-dire qui les mènera le plus vite à la victoire du socialisme chez elles, au rapprochement réel et général entre elles et l'Union Soviétique? Nos critiques ne peuvent comprendre ce qui chez nous est parfaitement clair à tout membre de notre Parti, et même à un grand nombre de simples citoyens, à savoir que le sort de la Yougoslavie, de ses peuples et de sa classe ouvrière est indissolublement lié à l'URSS, mais que cet attachement ne faiblit point, ni ne saurait faiblir si la Yougoslavie développe jusqu'au maximum ses propres

forces dans la lutte pour le socialisme, si elle suit sa propre voie — pour elle plus rapide et plus facile — pour aller vers le socialisme. N'avons-nous pas pris le pouvoir et exproprié la bourgeoisie des villes d'une manière spécifiquement *notre*? Et pourquoi ne pourrions-nous pas aller par *notre propre voie* vers le socialisme? C'est précisément parce qu'ils n'ont point compris cela (ils identifient *notre* propre voie, *notre* propre manière, avec le nationalisme), que nos critiques pensent — ou font semblant de penser qu'à la tête de la Yougoslavie se trouvent des chefs nationalistes («le groupe de Tito»), qui n'aiment pas l'URSS et qui peuvent lui tourner le dos. En un mot nos critiques n'ont pas pu comprendre qu'il n'y a pas contradiction entre l'attachement et le dévouement envers l'URSS et l'attachement et le dévouement envers son pays, si ce pays marche vraiment vers le socialisme, ou pour être plus exacts, — précisément parce que ce pays marche vers le socialisme. Ils veulent donc faire disparaître toutes les particularités dans le développement de la Yougoslavie vers le socialisme en présentant leur originalité à eux comme devant être obligatoirement adoptée pour tous les autres pays, à toutes les étapes de leur développement. Ils perdent de vue ensuite qu'au point de vue des rapports sociaux la Yougoslavie est allée bien au delà des autres pays de démocratie populaire et qu'une application routinière de formes qui ne lui vont point l'entraînerait de fait en arrière.

Partant de ces fictions (que «le groupe de Tito» est nationaliste), nos critiques sont arrivés à la conclusion — que la majorité du Parti communiste de Yougoslavie n'est point d'accord avec le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie et que le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie représente aujourd'hui une fraction dans son propre Parti. Ils affirment, il est vrai, qu'il y a un an, la situation était différente, que «le groupe de Tito» représentait alors la majorité, mais que ce groupe a dégénéré pendant ce temps et qu'il s'est mué en un groupe

nationaliste. Nous avons déjà parlé des preuves qu'ils citent à l'appui. Nous voulons, maintenant souligner ceci: cette affirmation est inexacte à sa racine même pour la raison aussi que l'unité du Parti communiste de Yougoslavie, dirigé par son Comité central avec le camarade Tito à sa tête; ne se réalise pas sur la base d'un retour vers le capitalisme, mais sur celle de la lutte pour l'édification du socialisme. C'est pourquoi ce n'est nullement accidentel — nos critiques doivent entendre cela — si «le groupe de Tito» est aujourd'hui plus fort que jamais dans le Parti c'est-à-dire si le Parti l'aide et se tient derrière lui plus résolument que jamais, et si l'unité du Parti autour de son Comité central est plus solide qu'il y a un an, plus forte même que durant la guerre de libération nationale. Les histoires de nos critiques comme quoi le «groupe de Tito» est aujourd'hui une fraction dans le Parti — sont ridicules, cependant que derrière elles se dissimule en fait une tentative visant à justifier et à légaliser l'activité des fractionnistes de tous genres, qui, inspirés — et menés par «ceux qui nous critiquent» — essayent tout à fait en vain de briser le Parti communiste de Yougoslavie.

Ainsi donc, il serait plus sage pour nos critiques d'approfondir le fait — pourquoi n'ont-ils pas pu arracher un seul morceau de ce granit qui se nomme Parti communiste de Yougoslavie et quelles sont les véritables raisons de leur échec; cela serait plus sage que de tromper et soi-même et son Parti et son peuple par des inventions sur le «régime policier» dans le Parti communiste de Yougoslavie.

Lénine a écrit:

»Le simple fait de poser la question: »dictature du Parti ou dictature de classe? Dictature (Parti) des chefs ou dictature (Parti) des masses?», témoigne d'une confusion d'idées incroyable et sans issue. Les gens se hâtent d'inventer quelque chose d'extraordinaire et dans leur ardeur de sagesse deviennent ridicules.

»Tout le monde sait que les masses se divisent en classes; — qu'opposer les masses aux classes n'est

possible qu'en opposant l'énorme majorité, non différenciée par sa position dans l'ordre social de la production, aux catégories qui ont une position particulière dans l'ordre social de la production; — que les classes sont ordinairement et dans la plupart des cas — du moins dans les pays civilisés d'aujourd'hui — menées par des partis; — que les partis politiques sont dirigés par des groupes plus ou moins fermes composés de personnes les plus autorisées, les plus influentes, les plus expérimentées, portées par l'élection aux fonctions les plus responsables et que l'on appelle des chefs». (Lénine, »Oeuvres complètes«, t. XXV, p. 187).

Cette citation de Lénine s'applique à nos critiques dans la mesure où ils ne veulent point voir qui mène la lutte (de classe) des masses laborieuses pour l'édification du socialisme en Yougoslavie. C'est le Parti qui dirige la classe et sa lutte, cependant que les personnes les plus expérimentées dirigent le Parti. Tout cela est en liaison et inséparable l'un de l'autre — il n'y a pas de succès dans le combat pour le socialisme sans la lutte de classes menée par la classe ouvrière et les masses laborieuses, il n'y a pas de conduite correcte et réussie de la lutte de classes sans un Parti puissant et ferme, et ce sont les chefs qui édifient et mènent un bon Parti. Nos critiques, lorsqu'ils pensent pouvoir séparer les chefs d'avec le Parti devraient d'abord comprendre les rapports de classe qui existent en Yougoslavie, voir qui représente les classes et quelles classes, et où il les mène; ainsi ils tromperaient moins eux-mêmes et les autres sur la dictature et la terreur de certains chefs et »groupes«, ils insulteraient moins et entreraient moins souvent en fureur en voyant que le Parti ne se sépare toujours pas de son Comité central.

Voilà comment les choses se présentent chez nous en ce qui concerne le Parti et ses dirigeants.

Mais nous devons dire aussi un mot au sujet de la critique de la politique de notre Parti relativement au Front populaire chez nous. Il est vrai que cette

critique n'a qu'un rapport indirect avec leurs manoeuvres visant à séparer le peuple de ses dirigeants.

De même qu'au sujet du Parti (que la majorité de celui-ci est internationaliste), nos critiques prennent pour point de départ une affirmation exacte au sujet du peuple lui aussi, à savoir qu'il tient à l'alliance et à l'amitié avec l'URSS et les pays de démocratie populaire. Mais, ce faisant, ils oublient, bien entendu, que notre peuple n'approuve point les accusations erronées et qu'il ne veut point dévier de la voie qu'il a choisie dans la grande lutte pour la victoire du socialisme dans son pays.

Sur la base de leur première affirmation — que le peuple est pour l'amitié avec l'URSS (ce qui est exact), ils espèrent pouvoir séparer le peuple de ses chefs, qui, selon eux, ne sont pas pour l'amitié avec l'URSS (ce qui est inexact). Leur seconde affirmation — que les chefs ne sont pas pour l'amitié avec l'URSS, le peuple ne l'accepte point, mais l'entend très justement comme une attaque dirigée contre lui-même, comme une tentative de lui ôter — outre le fait qu'il serait privé d'hommes déterminés qui le mènent dans une voie déterminée — la voie même qui répond le mieux à ses intérêts vitaux immédiats et à ses idéaux socialistes. Et c'est pourquoi cette tentative de séparer chez nous le peuple de ses chefs, est d'avance condamnée à l'échec.

La tactique de la séparation des chefs d'avec le peuple n'a de liaison avec la critique de notre politique touchant le Front populaire que dans la mesure où l'abandon de cette politique, menée par notre Comité central à la tête de notre Parti, affaiblirait la confiance des masses dans le Parti et l'unité entre le Parti et les masses, c'est-à-dire — amènerait inévitablement une séparation des masses (peuple) d'avec le Parti (chefs).

Avant tout, la critique de la politique du Parti dans la question du Front populaire ne repose pas sur les faits. Elle affirme ordinairement que le Front populaire de Yougoslavie est un bloc de partis (> dans le Front populaire de Yougoslavie entrent des élé-

ments très divers au point de vue classe, il y entre des koulaks, des commerçants, de petits industriels, des intellectuels bourgeois, ainsi que des groupes politiques de nuances diverses, y compris certains partis bourgeois», — tiré des lettres du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, adressées au Comité central du Parti communiste de Yougoslavie) et que le Parti communiste de Yougoslavie se dissout dans le Front. La »Pravda« ajoute à toutes ces affirmations une affirmation nouvelle, à savoir que les dirigeants du Parti communiste de Yougoslavie propagent un Front »national« d'unité des exploités et des exploités.

Qu'est-ce qui n'est pas vrai dans ces affirmations?

Premièrement, le Front populaire n'a jamais été, chez nous, un bloc de partis, un bloc où le Parti communiste partagerait le rôle dirigeant avec d'autres partis, quoiqu'il y ait eu, dans son sein et en certaines phases de son développement, des éléments d'un bloc.

Deuxièmement, il n'est pas vrai qu'il existe chez nous des partis organisés quelconques, excepté le Parti communiste; il ne peut, par suite, en exister au sein du Front populaire, si ce n'est en tant que groupes qui reconnaissent à tous les points de vue, en théorie et en pratique, le rôle dirigeant des communistes.

Troisièmement, jamais le Parti communiste de Yougoslavie n'a songé à créer un Front »national« quelconque (ce qu'ont fait d'autres partis communistes!), et pour ce qui est de la soi-disant politique d'unité des exploités et des exploités, nous n'avons qu'à attirer l'attention sur le fait qu'au sein de notre Front populaire, s'est déroulée, se déroule et doit se dérouler, sous la direction du Parti, une lutte contre les éléments exploités et réactionnaires, qui se sont infiltrés dans le Front pour s'y cacher et agir dans son sein au détriment du peuple laborieux et du pouvoir populaire. Cette lutte à l'intérieur du Front doit inévitablement se poursuivre avec le renforcement du socialisme.

Mais la question ne réside pas seulement en ceci; il s'agit de savoir également *comment* notre Parti mènera cette lutte, s'il saura trouver de telles formes d'activité qui puissent renforcer ses liens avec les masses, permettre une mobilisation consciente des larges masses populaires, faciliter la destruction des ennemis de classe du peuple laborieux, des ennemis du socialisme, ou s'il commettra des erreurs et, en affaiblissant ses liens avec les masses, retournera en arrière et renforcera la position de la bourgeoisie dépossédée dans les masses. Voilà de quoi il s'agit.

Pour que la question tout entière devienne plus claire, il faut ajouter que le Front populaire de Yougoslavie a soutenu la lutte non seulement contre l'occupant, mais aussi, simultanément, pour la prise du pouvoir par le peuple laborieux et qu'aujourd'hui encore il lutte avec succès pour le socialisme. Il a pu accomplir tout cela parce qu'il était mené par le Parti communiste de Yougoslavie et qu'il n'était point un bloc de partis divers, mais — avant tout et pas uniquement — une forme de l'alliance du peuple laborieux, rassemblé autour du Parti communiste.

Notre Parti n'a jamais considéré aucune des formes de son activité comme éternelle, et ne considère donc point que ce soit le cas du Front populaire. Mais il n'a jamais été disposé à renoncer de gaité de coeur à des formes d'activité qui facilitent à la classe ouvrière sa lutte pour le pouvoir et le socialisme. Par suite, ne s'en tenant pas avec raideur à des formes toutes faites, notre Parti ne s'est pas refusé, au temps de la guerre de libération, à une coopération sincère avec les éléments patriotiques des autres partis, il ne se refuse pas non plus, au cours de la lutte pour l'édification du socialisme, à la coopération avec des hommes appartenant aux couches sociales non-prolétariennes (à la petite bourgeoisie des villes et à la paysannerie moyenne), et même avec des personnes ayant appartenu aux anciennes classes exploiteuses, qui aident le pouvoir populaire et l'édification du socialisme. Nous n'avons jamais dissimulé cela, il n'y

a eu et il n'y a aucune raison pour que nous le fassions. Ce n'est pas par hasard que ces couches moyennes ont, au cours de la guerre, et surtout après la guerre, adhéré en masses toujours plus compactes à la lutte menée par la classe ouvrière. Durant la guerre, ces masses ont compris clairement que, sans le Parti communiste et la lutte qu'il a dirigée contre l'occupant et la bourgeoisie félonne, pour la prise du pouvoir par le peuple laborieux, il ne saurait y avoir de meilleur avenir pour les masses laborieuses, pas plus que d'indépendance nationale pour les peuples de Yougoslavie. Et maintenant encore, après la libération du pays, il devient de plus en plus clair pour eux qu'il ne saurait y avoir de Yougoslavie indépendante en dehors du socialisme, que la Yougoslavie ne peut être indépendante que si elle reste un Etat socialiste. Les raisons qui ont poussé ces couches vers notre Parti durant la guerre, les poussent non moins fortement vers ce même Parti aujourd'hui. Bien entendu, au cours de la période d'après-guerre, des changements ont été accomplis dans les rapports de classe en Yougoslavie dans le sens d'un renforcement plus poussé du rôle de la classe ouvrière et de son avant-garde dans tous les domaines de l'existence, et, en même temps, dans le sens d'un élargissement de la base massive du Parti communiste, dans le sens de l'incorporation des masses de plus en plus larges dans la rénovation et l'édification du pays sur une base socialiste.

Voici ce que Lénine écrivait à ce sujet en 1918:

»Les faits sont quelque chose d'obstiné — dit un proverbe anglais. Et nous avons vécu, ces derniers temps, des faits qui marquent le plus grand tournant dans l'histoire universelle tout entière. Ces faits obligent les démocrates petits-bourgeois russes, en dépit de leur haine pour le bolchévisme, entretenue par l'histoire de notre lutte à l'intérieur du Parti, à devenir, d'ennemis du bolchévisme qu'ils étaient, d'abord des neutres, et ensuite des soutiens du bolchévisme. Les conditions objectives qui ont éloigné de nous d'une

façon particulièrement violente de tels patriotes-démocrates ont disparu. Des conditions objectives générales ont apparu qui les *obligent* à se tourner vers nous. C'est pourquoi la volte-face d'un Pitirime Sorokine n'est pas le fait d'un hasard, mais le signe de la volte-face inévitable *de toute une classe*, de toute la démocratie petite-bourgeoise. Ce n'est pas un marxiste, c'est un mauvais socialiste, celui qui n'est pas capable d'en tenir compte et d'en faire son profit...

»A l'époque de la paix de Brest-Litovsk, nous avons dû marcher contre le patriotisme. Nous disions alors: si tu es socialiste, tu dois sacrifier tous tes sentiments au nom de la révolution internationale qui doit venir, qui n'est point encore, mais à laquelle tu dois croire, si tu es internationaliste.

»Et il est compréhensible qu'en parlant un pareil langage, nous n'ayons pu attirer à nous que les détachements dirigeants de la classe ouvrière. Il est compréhensible que la majorité des forces démocratiques petites-bourgeoises n'ait pas adopté notre point de vue. Nous ne pouvions nous y attendre. Car, comment la petite-bourgeoisie aurait-elle pu adhérer à notre point de vue? Nous avons dû réaliser ici la dictature du prolétariat sous la forme la plus dure... Nous avons dû briser la théorie petite-bourgeoise que le peuple est quelque chose d'unique et que la volonté populaire peut s'exprimer sous quelque forme que ce soit en dehors de la lutte des classes...

»La volte-face concerne la démocratie petite-bourgeoise tout entière. Celle-ci nous a attaqués avec un acharnement qui est allé jusqu'à la rage, parce que nous avons dû briser tous ses sentiments patriotiques. Or, l'histoire a pris un tel tournant que le patriotisme s'est maintenant tourné de notre côté. Il est clair qu'on ne peut renverser les bolchéviks, si ce n'est à l'aide des baïonnettes étrangères. S'ils ont espéré jusqu'ici que les Anglais, les Français et les Américains représentaient la véritable démocratie, si cette illusion a pu se maintenir jusqu'ici, la paix qu'ils font maintenant à l'Autriche et à l'Allemagne dénuée

entièrement cette illusion. Les Anglais se comportent comme s'ils s'étaient fixé pour but de prouver la justesse des vues bolchévistes sur l'impérialisme international. Les Anglais, les Français, les Autrichiens*) se comportent comme s'ils s'étaient assigné pour tâche de prouver la véracité des vues bolchévistes. C'est pourquoi, du sein des partis, qui ont lutté contre nous, par exemple du camp des plékhanovistes, on entend des voix qui disent: nous nous sommes trompés, nous avons cru que l'impérialisme allemand était notre principal ennemi, et que les pays occidentaux — la France, l'Angleterre, l'Amérique nous apportaient l'ordre démocratique. Or, on a vu que la paix faite par ces pays occidentaux était cent fois plus offensante, plus spoliatrice et plus rapace que notre paix de Brest-Litovsk...

»La Russie ne peut pas être indépendante et elle ne sera pas indépendante, si le pouvoir soviétique ne s'affermirait point. Voilà pourquoi s'est produit ce renversement de la situation, et, à ce sujet, la tâche se pose devant nous de déterminer notre tactique. Il se tromperait lourdement celui qui s'imaginerait pouvoir transmettre le mot d'ordre de notre lutte révolutionnaire à la période où il ne pouvait y avoir aucune conciliation entre nous, où la petite bourgeoisie était contre nous, où notre résolution inébranlable nous a obligés d'employer la terreur. Aujourd'hui, ce ne serait plus une résolution inébranlable, ce serait simplement de la sottise — une conception insuffisante de la tactique du marxisme — car la tactique marxiste est déterminée par les rapports de classe et nous devons l'apprécier du point de vue de la révolution mondiale.

»Et maintenant que ces hommes commencent à se tourner vers nous, nous ne devons pas nous détourner d'eux uniquement parce que nos mots d'ordre, dans les journaux et sur les tracts, étaient différents.

*) Selon toute probabilité, il s'agit ici d'une faute d'impression et au lieu d'«Autrichiens» il faut lire «Américains».
— Notre remarque.

Et lorsque nous voyons qu'ils effectuent un mouvement de demi volte-face vers nous, nous devons écrire ces tracts à nouveau, car la démocratie petite-bourgeoise a changé d'attitude envers nous. Nous devons dire: je vous en prie — nous ne vous craignons point, si vous croyez que nous ne savons agir que par la violence — vous vous trompez, nous pourrions nous aussi réaliser un accord...

»Nous détenons le pouvoir d'Etat, *et nous seuls le détenons.***) Envers ceux qui viennent à nous avec une attitude de neutralité, nous nous comportons en tant que classe qui détient dans ses mains tout le pouvoir politique en dirigeant le tranchant de son arme contre la noblesse et les capitalistes, et qui dit à la démocratie petite-bourgeoise: s'il vous plaît de passer aux côtés des Tchécoslovaques et des Krasnoviens — nous avons montré comment nous avons lutté et nous continuerons de lutter. S'il vous plaît de vous mettre à l'école des bolchéviks nous nous engagerons dans la voie de l'entente avec vous, sachant que ce n'est que par toute une série d'accords que nous examinerons, vérifierons et confronterons avec vous, que le pays peut passer au socialisme». (Lénine — Oeuvres complètes, t. XXIII, p.p. 291, 313, 315—319).

Du moment que Lénine a pu écrire ainsi, Lénine avec lequel personne n'a jamais pu rivaliser quant à la fidélité aux principes, et cela dans des conditions (en 1918) bien plus défavorables et difficiles pour le pouvoir soviétique en Russie que ne l'ont été, de notre temps, les conditions de notre lutte et de notre pouvoir, — peut-on reprocher à notre Parti d'avoir rassemblé, durant la guerre, les classes non-prolétariennes en un Front unique contre l'occupant et de les rassembler aujourd'hui encore en un Front unique pour l'édification du socialisme? A ce sujet il faut souligner que notre Parti, en faisant preuve de cette largeur de vues, ne s'est jamais départi de ses buts,

**) Notre italique

des buts de la classe ouvrière, qui sont objectivement les buts de tout travailleur lui-même; il n'a fait aucun compromis idéologique et dépourvu de principes, n'a point affaibli, mais a constamment renforcé son rôle dans le pouvoir.

La lutte pour l'affermissement du Front populaire autour du Parti est en fait une lutte pour l'affermissement des liens entre le Parti et les masses, ce qui est la condition *essentielle* de la victoire rapide de l'édification socialiste chez nous.

Nos critiques aiment à dire entre eux que le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie rectifie en fait bien des erreurs qui lui ont été reprochées, mais qu'il n'ose l'avouer par infatuation et ambition exagérée. Comme exemple de ces rectifications d'erreurs, on dit que nous mettons le Parti plus en évidence qu'auparavant, que nous sommes en train de mieux l'organiser, etc.

Tout d'abord, notre Comité central n'a jamais affirmé qu'il n'y ait pas eu d'erreurs dans notre Parti, ni qu'il n'eût point commis de fautes lui-même. Qui plus est, il n'a pas affirmé que tout ce qui était contenu dans les lettres du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS était inexact et inventé. Le Comité central a affirmé que ces lettres étaient inexactes et injustes *dans leur base*, dans leur essence (notre Parti, avec son Comité central à sa tête, dégénère-t-il et entraîne-t-il le pays vers le capitalisme, notre Comité central, par sa politique, a-t-il trahi le socialisme et l'URSS) — et que les quelques grains de vérité, s'ils s'y trouvaient, se sont perdus dans une mer d'inexactitudes, dans l'oubli des principes et surtout dans la campagne monstrueuse qui a suivi, dont le fond et l'inspiration ont été puisés aux endroits essentiels des lettres, qui ne contiennent pas la moindre trace d'exactitude.

Mais lorsque nos critiques disent, même entre eux, que notre Comité central rectifie en fait ses erreurs, mais ne veut pas l'avouer, nous devons répondre immédiatement que cela n'est pas vrai. Oui, il

est exact que le Comité central rectifie bien des erreurs, mais pas celles dont on l'accuse, car il ne les a point commises. Il est exact, cependant, que le Comité central est en train de résoudre avec célérité les problèmes d'organisation au sein du Parti, que le Parti est aujourd'hui mis en évidence plus que par le passé, etc. Ce n'est pas là une suite de la rectification des erreurs sur lesquelles le Bureau d'Information a attiré l'attention, mais bien le résultat de l'activité normale et de la vie du Parti, d'une part, et de la lutte inégale et injuste que le Bureau d'Information a imposée à notre Parti tout entier et à nos masses laborieuses, d'autre part. Notre Parti raffermi son unité, resserre ses rangs, élève son niveau politique et idéologique, précisément dans cette lutte qui lui a été imposée par les autres partis. Voilà les faits. C'est une épreuve qu'aucun parti dans l'histoire du mouvement ouvrier mondial n'a jamais traversée jusqu'à ce jour. Dès aujourd'hui on peut dire que notre Parti en sortira plus pur, plus trempé qu'il ne l'était. De ces disputes, il tire chaque jour de nouveaux enseignements dans la lutte pour l'édification socialiste du pays, dans la lutte pour l'éducation des larges masses populaires dans l'esprit du marxisme-léninisme, dans l'esprit du socialisme et de notre nouveau patriotisme socialiste yougoslave.

Nos critiques ont répété bien des fois que notre Comité central a essayé de dissimuler aux membres du Parti les lettres du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, qu'il a voulu faire croire aux membres du Parti que Staline n'est peut-être point d'accord avec la résolution du Bureau d'Information. La »Pravda« a même écrit ce mensonge bien vilain que «les disciples de Tito avaient proposé à Staline... d'assumer la défense du groupe de Tito contre les partis communistes de l'URSS et des autres pays démocratiques». La »Pravda« ne dit pas, et ne peut pas dire — qui, quand et où, a fait une semblable proposition à Staline. De pareilles propositions seraient ridicules. Et cela parce que tous les

membres du Parti communiste de Yougoslavie ont eu connaissance des lettres du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, telles que le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie les a reçues du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, et, par suite, tous savent parfaitement que Staline est non seulement d'accord avec ces lettres, mais qu'ils les ont confirmées dans leur intégrité. Les auteurs de cette inexactitude de la »Pravda« ont sans doute pensé qu'il était nécessaire pour que la »critique« fasse plus autorité, de recourir au nom de Staline. Dans la mesure où cela leur était nécessaire à cause des partis communistes hors de Yougoslavie, ils auraient pu le faire d'une autre manière et sans ajouter cette inexactitude que le Parti communiste de Yougoslavie (»les disciples de Tito«) a voulu persuader Staline de se joindre à lui. Mais même dans la mesure où cela leur était nécessaire pour produire de l'effet en Yougoslavie, ils auraient pu s'en abstenir, car tout le monde sait chez nous que Staline est d'accord et avec les lettres du Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS et avec la résolution du Bureau d'Information.

Or, il semble que la »critique« de notre Parti et de notre pays ne réussit pas beaucoup à nos contemporains des autres partis (le cas de Rákosi est caractéristique à ce point de vue), qu'elle n'a pas beaucoup de succès auprès des masses, puisque, pour couvrir toutes les saletés qu'ils déversent sans scrupule sur le Parti communiste de Yougoslavie, ils doivent en appeler à Staline et mettre son nom en avant sans aucune nécessité.

Nous n'avons rien dit de Staline jusqu'à présent dans notre presse. Et cela non pas parce que quelqu'un chez nous se ferait des illusions au sujet de son attitude dans tout ce litige, mais parce que nous avons estimé qu'il serait inconvenant de notre part d'user de son nom plus qu'il ne le fait lui-même, cependant que tous les membres de notre Parti connaissent son attitude. Staline est, à juste titre, la plus

grande autorité vivante non seulement dans le mouvement ouvrier international, mais dans le monde démocratique en général. Mais, dans le litige entre le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie et le Comité central du Parti communiste (bolchévik) de l'URSS, le bon droit n'est pas de son côté mais du côté du Comité central du Parti communiste de Yougoslavie. Nous osons affirmer que nulle part Staline n'est aimé ni respecté davantage qu'en Yougoslavie (à l'exception de l'URSS). Mais les membres de notre Parti et les simples travailleurs de notre pays n'ont pas pu pour cela fermer les yeux et ne pas voir ce qui se passait autour d'eux. La ligne suivie par le Comité central du Parti communiste de Yougoslavie dans la lutte pour le socialisme, pour l'amitié avec les peuples de l'URSS et ceux des autres pays démocratiques, est si peu équivoque, si évidente et si claire pour tous les communistes et tous les travailleurs de notre pays, qu'ils se sont levés comme un seul homme pour défendre leur Parti contre des accusations injustes et inexactes, conscients que la vérité est au-dessus de tout et certains qu'elle vaincra à la fin. Staline a été, est, et sera considéré dans notre Parti comme l'un des coryphées les plus accomplis du marxisme, comme le fidèle et digne disciple et successeur de Lénine. C'est dans ses oeuvres que se sont instruits, s'instruisent et s'instruiront à l'avenir les membres de notre Parti et les travailleurs de notre pays. Dans ces oeuvres, ils apprennent à être fermes, résolus, hardis et fidèles à la science de Marx et de Lénine; ils y apprennent comment il faut édifier le socialisme et vaincre ses ennemis; ils y apprennent à affermir, aimer et édifier le Parti communiste comme le grand instrument de combat des travailleurs. Et c'est précisément parce que leur attitude envers Staline a été et demeure telle, ce qui est en fait une attitude envers ses oeuvres, dans lesquelles ils se sont instruits et où ils continuent de s'instruire, qu'ils ont pu résister à la monstrueuse campagne déclenchée contre leur pays et leur Parti et ne pas se troubler devant qui que ce soit.

* * *

Enfin, il faut ajouter ceci. Notre Comité central et notre Parti mènent une discussion de principes. Ce n'est point le cas de nos critiques. S'ils se tenaient seulement un peu plus sur le terrain des principes, ils comprendraient alors pourquoi notre Comité central peut se présenter ouvertement devant ses membres avec tous les matériaux de la discussion, tandis qu'eux, ils n'osent même pas y songer. Ils comprendraient que le problème n'est point dans les personnes, mais dans les faits, dans les principes.

Et c'est précisément parce que notre Comité central n'invente rien, parce qu'il ne dissimule point son visage, parce qu'il se tient à la hauteur des principes, parce que sa ligne est claire et sans équivoque, que l'accusation selon laquelle lui, le Comité central, c'est-à-dire le »groupe de Tito«, s'est mué en une fraction au sein du Parti n'ayant plus la majorité des membres pour elle, subira un échec total. La tentative d'aboutir à une séparation entre les chefs du Parti d'une part, et le peuple, d'autre part, tentative basée sur les désirs illusoire de ses propres auteurs, échouera comme tous les autres essais de même ordre. Par cette accusation inexacte, on dissimule le fait que le litige avec le »groupe de Tito« est en réalité un litige avec le Parti communiste de Yougoslavie tout entier et les masses laborieuses de Yougoslavie. Et c'est précisément parce qu'il en est ainsi qu'il est impossible de séparer le »groupe de Tito« du Parti et du peuple. Il est la substance de leur substance. La tentative visant à séparer notre Comité central du Parti et du peuple est basée sur des fondements irréels, et la vie toute puissante qui remet finalement toute chose à sa place, pour cette tentative non plus n'aura pas beaucoup de pitié.